



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 SEPTEMBRE, 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2333

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 3 septembre 1901.

Le vingt-deuxième jour de juillet mil neuf cent un, Patrick Peter Delaney, écuyer, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral des Iles de La Madeleine.

L. G. DESJARDINS,

3475 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Proclamation

Canada
Province de
Québec

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th SEPTEMBER, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2334

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 3rd September, 1901.

The twenty-second day of July, one thousand nine hundred and one, Patrick Peter Delaney, esquire, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of the Magdalen Islands.

L. G. DESJARDINS,

3476 Clerk of the Crown in Chancery.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King Defender of the Faith, &c., &c.
To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Mem-

pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUINZIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3117

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

—
Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7138.

Loranger.

Lot 58, du 3e rang, à Philias Jérôme.
Adj. 7139.

Wexford.

Lot 55, du 10e rang, à Emery Lussier.
Adj. 7140.

Wolfe.

Lot 24, du 9e rang, à Ismaël Guindon.
Lot 27, du 9e rang, à Guillaume Ouimet.
Lot 35, du 11e rang, à F. X. Leguerrier.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 4 septembre 1901.

3507

bers elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-NINTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the EIGHTH day of the month of OCTOBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary; HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this FIFTEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

3118

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

—
Department of Land, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7138.

Loranger.

Lot 58, in 3rd range, to Philias Jérôme.
Adj. 7139.

Wexford.

Lot 55, in 10th range, to Emery Lussier.
Adj. 7140.

Wolfe.

Lot 24, in 9th range, to Ismaël Guindon.
Lot 27, in 9th range, to Guillaume Ouimet.
Lot 35, in 11th range, to F. X. Leguerrier.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 4th September, 1901.

3508

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 23 septembre 1901, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
4 juillet 1901.

2827

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que ce ne soit de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant une commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournaant ou non, et les dimensions de ce pont-tournaant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Québec shall meet at Québec, on the 23rd September, 1901, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
4th July, 1901.

2828

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clear and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately

cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation deront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2329

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique au Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une contribution locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quel que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe

after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2330

C. L. G.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clearly

particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,— doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, sans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des bœufs de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction ou la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexé.

“ Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et spécifier, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront retirés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice of shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printer. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replaced by a new clause to be substituted for the one departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

" Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

" Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills ser^t référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

" Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets"

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) " Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) " Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

2331

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que les membres de la Congrégation Beth Hamedrash Haggadol Chevra Shaas, Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte pour les incorporer sous le nom de " Beth Hamedrash Haggadol Chevra Shaas of Montreal," avec pouvoir d'acquiescer et posséder des propriétés immobilières, de tenir des registres d'actes d'état civil, et d'exercer tous autres droits relatifs aux corporations religieuses.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,
Avocats des requérants.
Montréal, 3 septembre 1901. 3489

Avis public est par le présent donné que la corporation des allemands et juifs polonais de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, à l'effet d'amender sa charte en abrogeant certaines parties de l'acte de l'ancienne province du Canada, 9 Vict., chap. 96 ; changer le nom de la dite corporation en celui de " Corporation of English, German and Polish Jews Shaar Hashomayim ; augmenter ses pouvoirs pour posséder des propriétés mobilières et immobilières ; d'abolir le mode d'enregistrement requis par l'acte de l'ancienne province du Canada, 9 George IV, chap. 75 ; d'autoriser la rectification des registres

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) " Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) " A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

2332

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the members of the Congregation Beth Hamedrash Haggadol Chevra Shaas, Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of an Act to incorporate them under the name of " Beth Hamedrash Haggadol Chevra Shaas of Montreal," with power to acquire and possess immovable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,
Attorneys for applicants.
Montreal, 3rd September, 1901. 3490

Public notice is hereby given that the corporation of German and Polish Jews of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter by repealing certain portions of the Act of the late province of Canada, 9 Vict., chap. 96, by changing the name of the said corporation to the corporation of English, German and Polish Jews Shaar Hashomayim ; by increasing its power to hold movable and immovable property ; by removing the necessity of registration required by the act of the late province of Canada, 9 George IV., chap. 75 ; by authorizing the rectification of the registers of civil

d'état civil, ci-devant tenus par la dite corporation, et pour autres fins.

JACOBS, LYON,
PATTERSON & GARNEAU,
Avocats de la requérante.

Montréal, 3 septembre 1901. 3491

AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné que The Jacques Cartier Water Power Company s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer les divers transports, en vertu desquels, les droits de fournir l'éclairage, le chauffage et pouvoir produits par l'électricité, dans la cité de Québec et dans les municipalités environnantes, à elle cédés par The Standard Light & Power Company de Montréal, et de plus de déclarer et définir les droits et privilèges dont elle jouit et possède maintenant quant au télégraphe, téléphones et autres compagnies électriques. Et aussi étendre ses pouvoirs pour les susdites fins dans le district de Québec.

W. & A. H. COOK,
Procureurs de The Jacques Cartier
Water Power Coy.

EDWARD SLADE,
Gérant général.
Québec, 19 juin 1901.

3239 4

Avis Divers

CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions de l'acte de la législature de Québec, portant le No 77, de la dernière session, intitulé: "Loi amendant de nouveau la charte de la Compagnie du Chemin de fer Québec Central," l'Edouard VII, chapitre 60, les termes et conditions suivants déterminés par le bureau des directeurs de la dite compagnie pour la conversion et subdivision des Income Bonds et d'émission du Deuxième Stock de Débentures et des Income Bonds en remplacement d'iceux, ont été approuvés par la majorité requise, à une assemblée générale spéciale des porteurs des Income Bonds, dûment convoquée dans ce but et tenue à Londres, au bureau de la compagnie, le 5e jour de juin 1901, savoir:

Que chaque Income Bond existant de £100 soit échangé pour £50 trois pour cent. Deuxième Stock de Débentures dont l'intérêt sera contingent sur les profits nets de chaque année après le paiement des charges antérieures, et payable semi annuellement le 15e jour de janvier et le 15e jour de juillet, le premier paiement devant être fait le 15e jour de janvier 1902, et £50 nouveaux Income Bonds pouvant être mis à un intérêt n'excédant pas sept pour cent par année, sera payé annuellement aussitôt que le surplus sur le revenu net de l'année sera déterminé. Le Deuxième Stock de Débentures aura priorité sur les nouveaux Income Bonds tant en principal et intérêts.

Le Deuxième Stock de Débenture et les nouveaux Income Bonds seront tous deux rachetables au pair à six mois d'avis donné par la Compagnie par avis dans le *Times* de Londres et dans la *Gazette Officielle de Québec*, dans aucun temps après le 1er janvier 1922, autrement ils seront perpétuels.

Le deuxième Stock de Débentures sera le Stock enregistré transférable seulement en multiples de £1. Les nouveaux Income Bonds seront des bonds payables au porteur avec coupons d'intérêt annexés.

L'échange devant prendre effet le et après le 1er octobre 1901, et une période de trois mois devant être allouée dans ce but.

Le et après le 1er octobre 1901, et dans l'espace de trois mois après cette date, les porteurs des

status, heretofore kept by the said corporation, and for other purposes.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,
Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd September, 1901. 3492

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Jacques Cartier Water Power Company will apply to the legislature of Québec, at its next session, for the passing of an act ratifying and confirming the several conveyances under which rights to supply light, heat and power generated by electricity in the city of Québec and the surrounding municipalities were conveyed to them from the Standard Light & Power Company of Montreal, and further to declare and define the rights and privileges which they now enjoy and now possess with respect to telegraph, telephones and other electric companies. And also to extend their powers for the purposes aforesaid through out the district of Québec.

W. & A. H. COOK,
Attorneys for Jacques Cartier
Water Power Coy.

EDWARD SLADE,
General manager.
Québec, 19th June, 1901.

3240

Miscellaneous Notices

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of an act of the legislature of Québec, being No. 77, of the past session, entitled: "An Act to further amend the charter of the Quebec Central Railway Company", l'Edouard VII, chapitre 60, the following terms and conditions prescribed by the Board of Directors of the said company for the conversion and subdivision of Income Bonds and issue of Second Debenture Stock and Income Bonds in lieu thereof were approved by the requisite majority, at a general special meeting of the holders of Income Bonds, duly called for that purpose and held in London, at the office of the company, on the 5th day of June, 1901, viz:

That each existing £100 Income Bond be exchanged for £50 three per cent. Second Debenture Stock the interest upon which shall be contingent upon the net profits of each year after payment of prior charges and be payable half yearly upon the 15th day of January and the 15th day of July, the first payment to be made on the 15th day of January, 1902, and £50 New Income Bonds entitled to interest not to exceed seven per cent per annum, payable annually as soon as the available surplus net revenue of the year is ascertained. The Second Debenture Stock will have priority over the new Income Bonds both as regards principal and interest.

The Second Debenture Stock and new Income Bonds will both be redeemable at par on six months notice given by the Company by advertisement in the *London Times* and the *Quebec Official Gazette*, at any time after 1st January, 1922, otherwise they will be perpetual.

The Second Debenture Stock to be registered Stock transferable only in multiples of £1. The new Income Bonds to be bonds to bearer with interest coupons attached.

The exchange to be effected on and after 1st October, 1901, and a period of three months to be allowed for the purpose.

On and after 1st October, 1901, and within a period of three months thereafter, holders of

Income Bonds sont par le présent requis de remettre leurs bonds pour cancellation et pour recevoir en échange leur due proportion de telles nouvelles garanties, et à l'expiration de telle période, les pouvoirs des porteurs des Income Bonds existant pourront exiger le paiement de l'intérêt ou principal, conformément à la présente tenure des dits bonds qui cesseront et seront déterminés.

La conversion sera effectuée au bureau de la compagnie, No 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., où des formules pour listes des Income Bonds déposées, peuvent être obtenues, et les nouvelles garanties seront émises aussitôt que possible après dépôt.

Daté ce septième jour de septembre 1901.

Par ordre,

T. LINDLEY,
Secrétaire

5, rue Great Winchester, Londres, E. C. 3473

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Morin Mills Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : de faire le commerce de bois dans toutes ses branches, d'acheter et de vendre des terrains boisés, d'exploiter des moulins à farine et à scie, de fabriquer et de vendre du bois de pulpe, bois de chauffage, planches, mairiers, bardeaux, bois de lambris et pour développer des pouvoirs d'eau et de fabriquer et fournir l'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir moteur.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à "Morin Flats", dans le comté d'Argenteuil, dans la province de Québec.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$25,000.00, divisé en 250 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont les suivants : Clarence Marvin Davis, marchand de bois, de Morin Flats ; Joseph Edgar Seale, marchand général, de Morin Flats ; Georges Albert Scott, teneur de livres, de la cité de Montréal ; John Leslie Ledford, teneur de livres, aussi de Montréal, et Léon Adolphe Chauvin, avocat, aussi de Montréal.

6° Les premiers directeurs et les directeurs provisoires de la dite compagnie seront : Clarence M. Davis, Joseph Edgar Seale, Georges Albert Scott et John Leslie Ledford, tous et chacun résidant au Canada et sujets de Sa Majesté.

CHAUVIN & LACHAPPELLE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 31 août 1901. 3465

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la dite compagnie, en corps politique et incorporé, sous le nom de et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "Lawrence A. Wilson Company."

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée, sont :

a. De fabriquer, embouteiller, acheter et vendre en gros et en détail les esprits de vins et liqueurs de toutes sortes, alcooliques ou non, et de faire le commerce général comme fabricants, et détailliers d'esprits de vin, eaux gazeuses et toutes liqueurs, fabriquer les cigares et faire le commerce de tabac.

Income Bonds are hereby required to surrender their bonds for cancellation and to receive in exchange their due proportion of such new securities, and upon the expiration of such period, the powers of the holders of the existing Income Bonds to claim payment of interest or principal, according to the present tenor of the said bonds will cease and determine.

The conversion will be effected at the company's office No. 5, Great Winchester Street, London, E. C., where forms for listing the Income Bonds deposited, can be obtained, and the new securities will be issued as soon as practicable after deposit.

Dated this seventh day of September, 1901.

By order,

T. LINDLEY,
Secretary.

5, Great Winchester street, London, E. C. 3474

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is : The Morin Mills Company.

2. The object for which incorporation is sought is : to carry on lumber business in all its branches, to acquire and sell timber lands, to do a general grist and saw mill business, to manufacture and sell pulp wood, fire wood, planks, shingles, laths, slabs, clapboards, and to develop water powers and supply electricity for the purposes of light, heat and power.

3. The head office of said company will be in "Morin Flats," in the county of Argenteuil, province of Québec.

4. The capital stock of the said company is \$25,000.00, divided into 250 shares of \$100.00 each.

5. The names in full, residence and calling of the petitioners are the following : Clarence Marvin Davis, lumberman, of Morin Flats ; Joseph Edgar Seale, general merchant, of Morin Flats ; George Albert Scott, book-keeper, of the city of Montreal ; John Leslie Ledford, book-keeper, of Montreal, and Leon Adolphe Chauvin, advocate, of Montreal, aforesaid.

6. The first and provisional directors of the said company will be : Clarence M. Davis, Joseph Edgar Seale, Georges Albert Scott and John Leslie Ledford, all of them residents of Canada and subjects of His Majesty.

CHAUVIN & LACHAPPELLE,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 31st August, 1901. 3465

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent under the provisions of "the joint stock companies act" incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name, and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be : "Lawrence A. Wilson Company".

2. The purposes for which incorporation is sought are :

a. The manufacture, bottling, purchase and sale by wholesale and retail of wines spirits and liquors of all kinds, whether alcoholic or not, and to carry on a general business as manufacturers and dealers in wines spirits and all aerated waters, liquors generally, cigars and other manufactures of tobacco.

b. De faire un commerce comme marchand général et manufacturier ;

c. De faire tels contrats de loyer, de vente, d'achat, d'échange ou autrement, et de faire toutes telles affaires et choses nécessaires pour les fins du commerce ci-haut mentionné, y compris l'acquisition de propriétés immobilières à tout titre quelconque et en disposer.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres (\$100,000), divisé en mille parts de cent piastres (\$100) chacune.

5° Les noms au long, adresse et profession des requérants sont comme suit : Lawrence A. Wilson, marchand ; William A. Jackson, gérant ; Lawrence G. Cluxton, agent ; David O'Meara, vendeur, et Alexis Derouselle, caissier, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec. Les trois premiers ci-haut nommés, qui sont sujets britanniques, seront les premiers directeurs et directeurs provisoires de la dite compagnie.

HIBBARD & GLASS,
Avocats des requérants.

Montréal, 29 août 1900. 3461

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionné, savoir :

1° Le nom projeté de la compagnie sera "Granda Hermanos Y Ca (Limited)."

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée, sont :

De prendre en mains le commerce et le stock de la présente compagnie dite : Granda Hermanos Y Ca, pour l'importation du tabac, et de manufacturer, vendre et détailler les cigares et le tabac, et de transiger toutes autres affaires se rattachant à ce commerce.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie est de \$50,000, divisé en 500 parts de la valeur au pair de \$100 chacune.

5° Les noms des requérants sont : Nathan Michaels, manufacturier ; Domingo Granda, manufacturier ; Frank Granda, manufacturier ; Morris Michaels, marchand, et Samuel W. Jacobs, avocat, tous de la cité de Montréal. Les dits Nathan Michaels, Morris Michaels et Samuel W. Jacobs seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont résidents en Canada et sont sujets britanniques.

JACOBS, LYON,
PATTERSON & GARNEAU,
Avocats des requérants.

Montréal, 3 septembre 1901. 3493

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, aux fins d'obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Club Saint-Jacques."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est deman-

b. To do a general mercantile and manufacturing business.

c. To make such contracts by lease, sale, purchase, exchange or otherwise, and to do all such matters and things as may be necessary or proper for the carrying out of the above purposes, including the acquiring and disposal of real estate by any title whatsoever.

3. The chief place of business of said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of said Company is to be the sum of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one thousand shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full, addresses and calling of each of the applicants are as follows : Lawrence A. Wilson, merchant ; William A. Jackson, manager ; Lawrence G. Cluxton, agent ; David O'Meara, salesman, and Alexis Derouselle, cashier, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, of whom the first three above named, who are british subjects, are to be the first or provisional directors of said company.

HIBBARD & GLASS,
Attorneys for applicants.

Montreal, 29th August, 1901. 3462

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is Granda Hermanos Y Ca (Limited).

2. The purposes for which incorporation is sought are :

To take over the business and stock of the present firm of Granda Hermanos Y Ca, to import tobacco, and to carry on the business of manufacturing, selling and dealing in cigars and tobacco, and to do all other business incidental thereto.

3. The head office of the said company will be at Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is \$50,000, divided into 500 shares of the par value of \$100 each.

5. The names of the applicants are : Nathan Michaels, manufacturer ; Domingo Granda, manufacturer ; Frank Granda, manufacturer ; Morris Michaels, merchant, and Samuel W. Jacobs, advocate, all of the city of Montreal. The said Nathan Michaels, Morris Michaels and Samuel W. Jacobs shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are residents in Canada and are british subjects.

JACOBS, LYON,
PATTERSON & GARNEAU,
Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd September, 1901. 3494

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council for a charter of incorporation by letters patent, of the province of Quebec, under the provisions of the joint stock companies act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "Club Saint Jacques."

2. The object for which incorporation is sought

dés est : de se récréer et s'instruire en ayant un local pour y installer des jeux et y avoir une bibliothèque et une salle de lecture.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$2,000.00 (deux mille dollars) courant, divisé en deux cents (200) actions de dix dollars chacune.

5° Les noms des requérants sont : Oscar Lorange, employé civil ; Dominateur Moquin, boucher ; Jean Bousquet, entrepreneur - briquetier ; Josephat Beaudry, marchand de bois et charbon, et Louis V. Laporte, marchand-tailleur, tous des cité et district de Montréal. Les dits Oscar Lorange, Dominateur Moquin, Jean Bousquet et Josephat Beaudry seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

E. TAILLEFER,

Procureur des requérants.

Montréal, 29 août 1901.

3483

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Jewish Times Publishing Co. (Limited)."

2° Les fins pour lesquelles une charte est demandée, sont : de transiger les affaires, de prendre le nom, la clientèle et le matériel du présent papier-nouvelles "The Jewish Times Newspaper," d'imprimer et publier le dit papier-nouvelles, de faire toutes autres affaires qui se transigent ordinairement dans un établissement d'imprimerie.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie est de \$10,000, divisé en 2,000 actions de la valeur au pair de \$5 chacune.

5° Les noms des requérants sont : Harris Vineberg, marchand ; Mark Workman, marchand ; Lyon Cohen, marchand ; Elijah Silverston, agent, et Samuel W. Jacobs, avocat, tous de la cité de Montréal. Les dits Lyon Cohen, Elijah Silverston et Samuel W. Jacobs seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sont sujets britanniques.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU.

Avocats des requérants.

Montréal, 3 septembre 1901.

3495

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Montreal Shirt and Overall Company (Limited)."

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée sont : de prendre en mains le commerce et le stock de la Montreal Shirt and Overall Company, et de manufacturer et vendre des chemises et pardessus, habillements pour hommes et enfants, et détailler toutes marchandises en général.

is : to divert and instruct oneself and to have a house for the purpose of making an installation of a complete gymnasium, a library and a reading room.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is to be \$2,000.00 (two thousand dollars) currency, divided into 200 (two hundred) shares of ten dollars each.

5. The names in full of the applicants are : Oscar Lorange, civil employee ; Dominateur Moquin, butcher ; Jean Bousquet, undertaker bucklayer ; Josephat Beaudry, wood and coal merchant, and Louis V. Laporte, merchant tailor, all of the city and district of Montreal. The said Oscar Lorange, Dominateur Moquin, Jean Bousquet and Josephat Beaudry being the first of provisional directors of the said company.

E. TAILLEFER,

Solicitor for applicants.

Montreal, 29th August, 1901.

3484

Notice is hereby given that, within one month after this last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, incorporating the applicants, and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Jewish Times Publishing Co. (Limited)"

2. The proposed for which incorporation is sought are : to take over the business, name, good will and stock of the present The Jewish Times Newspaper, and to print and publish the said newspaper, and to do all other business incidental to a general printing and publishing business.

3. The head office of the said company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is \$10,000, divided into 2,000 shares of the par value of \$5.00 each.

5. The names of the applicants are : Harris Vineberg, merchant ; Mark Workman, merchant ; Lyon Cohen, merchant ; Elijah Silverston, agent, and Samuel W. Jacobs, advocate, all of the city of Montreal. The said Lyon Cohen, Elijah Silverston and Samuel W. Jacobs shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are residents in Canada and are british subjects.

JACOBS, LYON, PATTERSON,
& GARNEAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd September, 1901.

3496

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation under letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is the Montreal Shirt and Overall Company (Limited).

2. The purposes for which incorporation is sought are : to take over the present business and stock of the Montreal Shirt and Overall Company, and to carry on the business of manufacturing and selling shirts and overalls, men's and children's clothing, and of general dealers in dry goods.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$35,000, divisé en 350 parts de la valeur au pair de \$100 chacune.

5° Les noms des requérants sont : Samuel Roman, marchand ; Herbert E. M. Levine, marchand ; William Roman, commis ; Marcus Roman, commis, et Sidney Levine, commis-voyageur, tous de la cité de Montréal. Les dits Samuel Roman, Herbert E. M. Levine et William Roman seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont résidents en Canada et sont sujets britanniques.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,

Avocats des requérants.

Montréal, 3 septembre 1901.

3497

Avis est par le présent donné que Jacques Emery Mollleur, manufacturier ; Charles A. Mollleur, commis ; Georges O. Mollleur, avocat ; Israël Mollleur, manufacturier ; Marie Elizabeth Doré, épouse de J. E. Mollleur ; Pierre J. Doré, avocat, de Saint-Jean, P. Q., et Joseph E. Doré, ingénieur sanitaire, de la cité de Montréal, feront application au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'obtention de lettres patentes incorporant la compagnie de chapeaux de paille de Saint-Jean, sous le nom de "Saint Johns Straw Works," à responsabilité limitée.

Le but de la compagnie est l'acquisition et l'exploitation de la manufacture de chapeaux de paille de J. E. Mollleur, pour y manufacturer des chapeaux de paille Manille, Java, dentelle, etc., etc.

Le capital action sera à soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en 750 actions de \$100 chacune. Le bureau principal sera dans la ville de Saint-Jean, P. Q.

GEO. O. MOLLEUR, avocat,

3503

Procureur]

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la première publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil, de la province de Québec, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, incorporant les requérants sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom de la dite compagnie sera : La Compagnie d'Imprimerie du Lac Saint-Jean.

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'imprimer, publier, vendre un ou plusieurs papiers-nouvelles, d'imprimer et de vendre toute circulaire, tous blancs, et généralement de faire toute impression quelconque.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Roberval, comté du Lac Saint-Jean.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$5,000.00, divisé en deux cent cinquante actions de vingt piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence, profession des requérants sont comme suit : Edmond Savard, médecin, de la ville de Chicoutimi ; Etienne Allard, marchand, de la paroisse d'Hébertville ; François Potvin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jérôme ; Armand Guy, cultivateur, de la paroisse de Saint-Prime ; W. T. A. Donohue, marchand ; W. Joseph Tremblay, courtier ; L. P. Bilodeau, marchand ; Gustave Perrault, avocat ; Jules Constantin, médecin, tous du village de Roberval, lesquels requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GUSTAVE PERRAULT,

Avocat,

Procureur de la requérante.

Roberval, 30 août 1901.

3481

3. The head office of the said company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of said company is \$35,000, divided into 350 shares of the par value of \$100.00 each.

5. The names of the applicants are : Samuel Roman, merchant ; Herbert E. M. Levine, merchant ; William Roman, clerk ; Marcus Roman, clerk, and Sidney Levine, commercial traveller, all of the city of Montreal. The said Samuel Roman, Herbert E. M. Levine and William Roman shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are resident in Canada and are British subjects.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd September, 1901.

3498

Notice is hereby given that Jacques Emery Mollleur, manufacturer ; Charles A. Mollleur, clerk ; Georges O. Mollleur, advocate ; Israël Mollleur, manufacturer ; Marie Elizabeth Doré, wife of J. E. Mollleur ; Pierre J. Doré, advocate, of Saint John's, P. Q., and Joseph E. Doré, sanitary engineer, of the city of Montreal, will apply to the Lieutenant Governor in Council to obtain letters patent incorporating "La Compagnie de Chapeaux de Paille de Saint Jean", under the name of The Saint John's Straw Works, with limited responsibility.

The object of the company is to acquire and operate J. E. Mollleur's straw hat factory, to make straw hats of Manilla, Java, lace, &c., &c.

The capital stock will be seventy-five thousand dollars (\$75,000.00), divided into 750 shares of \$100 each. The head office will be in the town of Saint John's, P. Q.

GEO. O. MOLLEUR, advocate,

3504

Attorney.

Public notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, in council, by the persons hereinafter mentioned for letters patent of incorporation, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act of the province of Quebec incorporating the applicants under the name and for the object hereinafter mentioned :

1. The name of the said company will be "La Compagnie d'Imprimerie du Lac Saint-Jean".

2° The purpose for which incorporation is sought is : to print, publish, sell one or more newspapers, to print and sell all kinds of circulars or blanks, and generally to do all sorts of printing.

3. The chief place of business of the said company will be in the village of Roberval, county of Lake Saint John.

4. The capital stock of the company will be \$5,000.00, divided into two hundred and fifty shares of twenty dollars each.

5. The names in full, residence, calling of the petitioners are as follows : Edmond Savard, physician, of the town of Chicoutimi ; Etienne Allard, merchant, of the parish of Hébertville ; François Potvin, farmer, of the parish of Saint-Jérôme ; Armand Guy, farmer, of the parish of Saint-Prime ; W. T. A. Donohue, merchant, W. Joseph Tremblay, broker ; L. P. Bilodeau, merchant, Gustave Perrault, advocate ; Jules Constantin, physician, all of the village of Roberval, which petitioners will be the first or provisional directors of the said company.

GUSTAVE PERRAULT,

Advocate,

Attorney for petitioners.

Roberval, 30th August, 1901.

3482

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants et les autres personnes qui deviendront actionnaires dans cette compagnie, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie est : " La Compagnie de Pulpe et de Papier de Roberval " limitée.

2° L'objet, suivant la provision de l'acte pour lequel l'incorporation est demandée, est de fabriquer et de vendre de la pulpe, du papier et du bois, et d'acquiescer des limites à bois pour ces fins.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, province de Québec.

4° Le montant du capital de la dite compagnie sera de soixante-quinze mille piastres (\$75,000).

5° Le nombre d'actions sera de mille cinq cents d'une valeur au pair de cinquante piastres (\$50.00).

6° Le nom au long, l'adresse et l'occupation de chacun des requérants sont les suivants : W. Joseph Tremblay, négociant, de Roberval; William A. Verge, docteur en médecine, et Joseph Ferdinand Gauvreau, courtier, tous deux de Québec, et Alfred Silfrid Delisle, négociant, et Auguste Léonce Rinfret, avocat, tous deux de Montréal.

Et les dits W. Joseph Tremblay, William A. Verge, Joseph Ferdinand Gauvreau et Alfred Silfrid Delisle seront les premiers ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents au Canada et sujets de Sa Majesté.

A. LEONCE RINFRET,

Avocat des requérants.

Montréal, 21 août 1901.

3443-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera " Huntingdon Manufacturing Milling and Power Company, " (Limité.)

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) Fabriquer, fournir, vendre du bois, des chassis et portes, échelles, épingles pour linges, allumettes, paniers, balais et brosses, et en disposer ;

(b) Fabriquer, préparer pour la vente et vendre de la farine, gruau et aliment, aussi moulinier le blé et tous autres produits ou céréales, en faire le commerce ou en disposer autrement ;

(c) Acquiescer, fabriquer, construire, faire, ériger, entretenir toutes bâtisses, constructions, appareils, compteurs, tuyaux, fournitures et machines nécessaires ou utiles aux dites affaires de mettre le tout en opération, de faire tous travaux comme manufacturiers et menuisiers, de produire, fabriquer ou fournir la lumière, chauffage ou pouvoir électriques.

(d) Acquiescer par achat, par licence ou autrement, et employer, louer, vendre ou en disposer autrement, toute invention ou lettres patentes ou tout droit de se servir ou employer toutes inventions en rapport avec la production, l'approvisionnement de la lumière, chauffage ou pouvoir électriques.

(e) Acquiescer et mettre en opération les travaux, stocks, propriété, franchises, actif et affaires de toute personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou villages, soit incorporé ou non, autorisés à faire toutes affaires comprises dans les objets de cet acte, ou faire toute convention dans tel but ou y ayant rapport, d'assurer les engagements de telles personnes, compagnie, cité, ville, municipalité ou

Notice is hereby given that, within one month after last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, incorporating the applicants and such other persons who may become shareholders in the proposed company, incorporate and politic under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is " The Roberval Pulp and Paper Company " limited.

2. The purpose, within the provision of the act for which incorporation is sought, are to manufacture and sell pulp, paper and lumber, and acquire timber limits for such purposes.

3. The head office of the said company will be in the city of Québec, province of Québec.

4. The amount of capital stock of said company is seventy-five thousand dollars (\$75,000.00.)

5. The number of shares is to be one thousand five hundred of the per value of fifty dollars each.

6. The name in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : W. Joseph Tremblay, trader, of Roberval; William A. Verge, doctor in medicine, and Joseph Ferdinand Gauvreau, broker, both of Québec, and Alfred Silfrid Delisle, trader, and Auguste Léonce Rinfret, advocate, both of Montréal.

The said W. Joseph Tremblay, William A. Verge, Joseph Ferdinand Gauvreau and Alfred Silfrid Delisle shall be the first or provisional directors of the said company, and who are all residing in Canada and subjects of His Majesty.

A. LEONCE RINFRET,

Attorney for applicants.

Montreal, 21st August, 1901.

3444

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be " Huntingdon Manufacturing Milling and Power Company, " (Limited).

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To manufacture, supply, sell and dispose of, lumber, sash and doors, ladders, clothes-pins, matches, baskets, brooms and brushes ;

(b) To deal with, manufacture and render saleable and sell or otherwise dispose of, flour, oatmeal and feed, including the milling of wheat and any other products or cereals ;

(c) To acquire, manufacture, construct, lay, erect, maintain and operate all works and other buildings and structures, apparatus, meters, pipes, appliances, fittings supplies and machinery necessary or advisable in connection with the said business of manufacturing or milling and to produce manufacture or supply electric light, heat or power ;

(d) To acquire by purchase, license or otherwise, and use lease sell, license or otherwise dispose of any invention or letters patent or any right to use, or employ any inventions in connection with the production, manufacture, milling or supply of electric light, heat or power ;

(e) To acquire and operate the works, stocks, property, franchises, assets and business of any person, company, city, town, municipality or village, and whether incorporated or not, authorized to carry on any business comprised in the objects of this act, or enter into any arrangement for such purpose or in connection therewith, and for assuming the liabilities of such person, company, city,

village en rapport d'iceux, et acquérir, posséder toutes ou partie des actions, débetures et garanties de telles personnes, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, avec lesquels la compagnie a fait une convention ou contrat et en disposer ;

(f) Construire des fournaies, tramways, quais, docks, bureaux et toutes bâtisses nécessaires, et acheter, louer, construire et réparer des bateaux à vapeur ou autres vaisseaux pour les fins de la compagnie ;

(g) Octroyer des licences à toute personne, compagnie ou corporation municipale, pour se servir de toute patente, licence ou droit appartenant à la compagnie et pour en recevoir le paiement, soit au comptant ou en bons ou débetures ou en actions payées du fonds social de toute telle autre compagnie ou corporation, et pour devenir jusqu'à un tel point un actionnaire dans toute telle compagnie.

(h) Faire les affaires de manufacturiers et meuniers et entrepreneurs pour la vente, achat et échange de la lumière, chauffage et pouvoir électriques de toute sorte et description, ainsi que les articles y ayant rapport, soit seul ou en rapport avec autres articles et produits, ou en aucune manière quelconque, et de tous les matériaux qui sont employés ou qui peuvent être employés dans la manufacture de tous les articles ou produits ci-dessus mentionnés, et en général de manufacturer, acheter, vendre, échanger les dits articles et en faire le commerce, en tout ou en partie, et tous les matériaux ou toutes substances employés ou qui peuvent être employés dans la manufacture et production de chacun ou aucun des dits articles.

(i) Emprunter ou prélever de l'argent pour toutes les fins de la compagnie, émettre des bons ou débetures et de les garantir ainsi que l'intérêt, et hypothéquer ou charger toute l'entreprise ou aucune partie de la propriété présente ou qui sera acquise par la compagnie, et de créer, émettre, tirer, faire, accepter et négocier des bons, billets d'échange, billets promissaires ou effets négociables.

(j) Conduire tous les susdits objets ou aucune partie d'iceux comme principaux intéressés ou agents ou en société avec aucune autre personne, société, association ou compagnie, et de faire toutes autres choses avantageuses pour les fins des susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$99,900.00, divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : George Frances Errol de Guerry Languedoc, C. E., courtier ; A. Peter McKenzie, courtier ; Hector Lamontagne, marchand ; Henry Blachford, agent financier, et Lucius DeWitt Stone, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

Les dits George Frances Errol de Guerry Languedoc, A. Peter McKenzie, tous deux sujets anglais, et Lucius DeWitt Stone, citoyen américain, seront les premiers directeurs de la compagnie.

3251-4 J. D. CAMERON,
Procureur des requérants.

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 203.

Dame Alice Derrick, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens d'Alexander Aller, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée. Demanderesse ;

vs

Alexander Aller, ci-devant du même endroit, maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause.

M. F. HACKETT,
Avocat de la demanderesse.
Sherbrooke, 1er août 1901. 3463

town, municipality or village in respect thereof, and acquire, hold or dispose of the whole or any part of the shares, debentures, and securities of such person, company, city, town, municipality or village, with which the company has entered into an arrangement or contract ;

(f) To construct furnaces, tramways, wharfs, docks, offices and all necessary buildings, and purchase, hire, build and repair steam and other vessels for the purpose of the company ;

(g) To grant licenses to any person, company or municipal corporation, to use any patent, license or right held and owned by the company, and to receive payment therefor, either in cash or in bonds or debentures or in fully paid-up shares of the capital stock of any other such company or corporation, and to become to such extent a shareholder in any such company ;

(h) To carry on the business of manufacturers and millers and contractors for the sale, purchase and exchange of electric light, heat and power of all kinds and descriptions, as well as related articles, either alone or in connection with other articles and products, or in any way whatever, and of all materials which are or may be used in the manufacture of any of the above mentioned articles or products, and generally to manufacture, buy, sell, exchange and deal in the said articles, or any or either of them, and all materials or substances used or which may be used in the manufacture and production of each or any of said articles.

(i) To borrow or raise money for any of the purposes of the company, to issue bonds or debentures and to secure the same and interest, and mortgage or charge the undertaking or all or any part of the property present or to be acquired of the company, and to create, issue, draw, make, accept and negotiate bonds, bills of exchange, promissory notes or negotiable instruments ;

(j) To carry out all or any parts of the foregoing objects as principals or agents or in conjunction with any other person, firm, association or company, and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be \$99,900.00, divided into nine hundred and ninety-nine shares of \$100.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : George Frances Errol de Guerry Languedoc, C. E., broker ; A. Peter McKenzie, broker ; Hector Lamontagne, merchant ; Henry Blachford, financial agent, and Lucius DeWitt Stone, manufacturer, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

The said George Frances Errol de Guerry Languedoc, A. Peter McKenzie, both british subjects, and Lucius DeWitt Stone, and american citizen, are to be the first directors of the said company.

3252 J. D. CAMERON,
Attorney for applicants.

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 203.

Dame Alice Derrick, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Alexander Aller, of the same place, farmer, duly authorized, Plaintiff ;

vs

Alexander Aller, formerly of the same place, now of parts unknown, Defendant.

An action for separation as to bed and property has been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 1st August, 1901. 3464

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6836.

Dame Lena Grace Marsh, du canton de Brome, dans le district de Bedford, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Erwin Carlyle Joyal, commerçant, du même lieu.

C. A. NUTTING,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 24 août 1901. 3397-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2486.

Dame Georgiana Dubois, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Remi Champagne, de Montréal, entrepreneur.

CHS. HECTOR LAVALLEE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 24 août 1901. 3415-2

Cour Supérieure. — Québec.
No 851.

Dame Malvina Voyer, de Québec, épouse de Arthur Alain, du même endroit, forgeron,
Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Alain, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise le 20 août courant, en cette cause.

FITZPATRICK, PARENT,
TASCHEREAU, ROY & CANNON,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 21 août 1901. 3411-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2492.

Dame Louise Payette a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, Antoine Léger, entrepreneur, tous deux de la cité de Saint-Henri, district de Montréal.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 26 août 1901. 3409-2

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6837.

Dame Emélie Lima Marchessault, du village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de Joseph A. Duchesneau, du dit village de Knowlton, marchand-tailleur dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Joseph A. Duchesneau, du dit village de Knowlton, marchand-tailleur, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt sixième jour d'août courant 1901.

J. E. FAY,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, Qué., 26 août 1901. 3413-2

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 943.

Dame Marie Alma Parent, de Québec, épouse commune en biens d'Edouard Durand, marchand, de Québec, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Edouard Durand, marchand, de Québec, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

HUBERT CIMON
Procureur de la demanderesse. 3419-2

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6836.

Dame Lena Grace Marsh, of the township of Brome, in the district of Bedford, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Erwin Carlyle Joyal, trader, of the same place.

C. A. NUTTING,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 24th August, 1901. 3398

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2486.

Dame Georgiana Dubois, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Remi Champagne, of Montreal, contractor.

CHS. HECTOR LAVALLEE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 24th August, 1901. 3416

Superior Court. — Québec.
No. 851.

Dame Malvina Voyer, of the city of Quebec, wife of Arthur Alain, blacksmith, of the same place,
Plaintiff ;

vs

The said Arthur Alain, Défendant.
The plaintiff has taken an action for separation as to property against the defendant, on the 20th August instant.

FITZPATRICK, PARENT,
TASCHEREAU, ROY & CANNON,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 21st August, 1901. 3412

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2492.

Dame Louise Payette has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Antoine Léger, contractor, both of the city of Saint Henri, district of Montreal.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 26th August, 1901. 3410

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6837.

Dame Emélie Lima Marchessault, of the village of Knowlton, in said district of Bedford, wife common as to property of Joseph A. Duchesneau, of said village of Knowlton, merchant tailor, duly authorized (à ester en justice), to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

Joseph A. Duchesneau, of the said village of Knowlton, merchant tailor, Défendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the twenty-sixth day of August instant, 1901.

J. E. FAY,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, Que., 26th August, 1901. 3414

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 943.

Dame Marie Alma Parent, of Quebec, wife common as to property of Edouard Durand, merchant, of Quebec, hereto duly authorized,
Plaintiff ;

vs

Edouard Durand, of Quebec, merchant, Défendant.
An action in separation as to property has been instituted in this matter.

HUBERT CIMON,
Attorney for plaintiff. 3420

Dame Maggie Murdock, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Thomas E. Maheux, du même lieu, marchand et commis d'hôtel, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

CHAS. C. CABANA,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 16 août 1901. 3433-2

Cour Supérieure.—District de Montreal.

No 165.

Dame Marie Poirier a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Joseph Belec, commis, tous deux de Montréal.

J. C. LAMOTHE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 19 août 1901. 3305-2

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*

No 2658.

Dame Marie Dézoidé Collin, épouse de Alphonse Létourneau, ci-devant marchand, tous deux de Saint-Edouard des Méchins, district de Rimouski, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

L. DIONNE,

Procureur de la demanderesse.

Rimouski, 9 août 1901. 3353-3

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

No 6831.

Dame Lucie Bienvenu a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, Magloire Menoche *alias* Manosh, manufacturier, du village de Eastman, district de Bedford.

C. A. NUTTING,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 20 août 1901. 3345-3

Canada, }
Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Dame Florence McDonald, épouse de James Thomson, gentilhomme, du canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, a aujourd'hui, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

FORAN & CHAMPAGNE,

Ses procureurs *ad litem*.

Hull, 10 août 1901. 3229-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 2886.

Dame Zoé Gravel a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, Napoléon Guibault, entrepreneur, tous deux de la ville de Saint-Louis, district de Montréal.

RENAUD & BOISSONNAULT,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 23 juillet 1901. 3235 4

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*

No 3252.

Zélia Moisan, de la paroisse de Saint-Vital de Lambton, en le district de Beauce, épouse de Théodule Pomerleau, commis, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Théodule Pomerleau, commis, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-sixième jour de juillet mil neuf cent un.

ARTHUR GODBOUT,

Procureur de la demanderesse.

Saint-Joseph, 3 août 1901. 3225-4

Dame Maggie Murdock, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint François, wife common as to property of Thomas E. Maheux, of the same place, trader and hotel clerk, has, this day, instituted an action in separation as to property from her said husband.

CHAS. C. CABANA,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 16th August, 1901. 3434

Superior Court—District of Montreal.

No. 165.

Dame Marie Poirier has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Joseph Belec, of the city of Montreal, clerk.

J. C. LAMOTHE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 19th August, 1901.

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*

No. 2658.

Dame Marie Dezoide Collin, wife of Alphonse Létourneau, heretofore merchant, both of Saint Edouard des Mechins, district of Rimouski, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

L. DIONNE,

Attorney for plaintiff.

Rimouski, 9th August, 1901. 3354

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*

No. 6831.

Dame Lucie Bienvenu has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Magloire Menoche *alias* Manosh, of the village of Eastman, district of Bedford, manufacturer.

C. A. NUTTING,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 20th August, 1901. 3346

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*

Dame Florence McDonald, wife of James Thomson, of the township of Templeton, in the district of Ottawa, gentleman, has, this day, instituted a suit for separation of property against her said husband.

FORAN & CHAMPAGNE,

Her attorneys *ad litem*.

Hull, 10th August, 1901. 3230

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 2886.

Dame Zoé Gravel, has, this day, sued her husband, Napoléon Guibault, contractor, both of the town of Saint Louis, district of Montreal, in separation as to property.

RENAUD & BOISSONNAULT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd July, 1901. 3236

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*

No. 3252.

Zélia Moisan, of the parish of Saint-Vital de Lambton, in the district of Beauce, wife of Théodule Pomerleau, of the same place, clerk,
Plaintiff ;

vs.

Théodule Pomerleau, of the same place, clerk,
Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty-sixth day of July, one thousand nine hundred and one.

ARTHUR GODBOUT

Attorney for plaintiff.

Saint Joseph, 3rd August, 1901. 3226

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1960.

Dame Céline Chevalier a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Arthur Chayer, entrepreneur, de la ville d'Outremont, district de Montréal.

G. A. MARSAN,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 12 août 1901. 3233-4

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 1960.

Dame Céline Chevalier has, this day, taken out an action for separation as to property against her husband, Arthur Chayer, contractor, of the town of Outremont, district of Montreal.

G. A. MARSAN,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 12th August, 1901. 3234

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 931.

Dame Amelia Guindon, épouse commune en biens de Aldéric Lauzon, forgeron, de la ville Saint-Louis, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
 Le dit Ald-ric Lauzon, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deuxième jour d'août 1901.

N. URGEL LACASSE,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 2 août 1901. 3169-5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 931.

Dame Amelia Guindon, wife common in property of Alderic Lauzon, blacksmith, of the town of Saint Louis, said district, duly authorized to appear in justice, Plaintiff ;

vs.
 The said Alderic Lauzon, of the same place, Defendant.

An action in separation of property has been instituted in this cause, on the second day of August, 1901.

N. URGEL LACASSE,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 2nd August, 1901. 3170

Province de Québec, }
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
 No 3251.

Dame Georgiana Cloutier a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Omer Maheu, marchand, de Saint-Odilon de Cranbourne, dit district.

LANE & GALIPEAULT,
 Procureurs de la demanderesse.
 Québec, 26 juillet 1901. 3189-5

Province of Quebec, }
 District of Beauce. } *Superior Court.*
 No. 3251.

Dame Georgiana Cloutier has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her husband, Omer Maheu, merchant, of Saint Odilon de Cranbourne, in the said district.

LANE & GALIPEAULT,
 Attorneys for plaintiff.
 Quebec, 26th July, 1901. 3190

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re G. Edgar Casgrain, pharmacien, de la cité et du district de Montréal, Failli.

Avis est donné que le 28e jour d'août 1901, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit G. Edgar Casgrain, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

ARTHUR LACOSTE,
 Curateur.
 No 1620a, Notre-Dame,
 Montréal, 29 août 1901. 3467

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re G. Edgar Casgrain, druggist, of the city and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the court, dated the 28th day of August, 1901, the undersigned has been appointed curator to the above estate of the said G. Edgar Casgrain, who has made an assignment for the benefit of his creditors.

Claims, attested on oath, must be filed with us within thirty days from this notice.

ARTHUR LACOSTE,
 Curator.
 No. 1620a, Notre Dame street,
 Montreal, 29th August, 1901. 3468

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
In re Clément Chapelle, Valleyfield, Insolvable.

Avis vous est donné que le 29e jour d'août 1901, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.
 Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 7 septembre 1901. 3469

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
In re Clement Chapelle, Valleyfield, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 29th day of August, 1901, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be fyled at our office within one month.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.
 Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 7th September, 1901. 3470

Canada,
Province of Québec, }
District of Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 390.

John L. McLean, Demandeur ;

vs.

Malcolm A. McLean, Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que le trente-unième jour d'août 1901, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du susdit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 31 août 1901. 3471

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 134.

Henry Saxe et al., Demandeurs ;

vs.

Joseph A. Duchesneau, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le trentième jour d'août 1901, par une ordonnance de la cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit Joseph A. Duchesneau, du village de Knowlton, dit district, marchand-tailleur, qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes réclamations assermentées doivent être déposées devant moi dans les trente jours de cet avis.

J. E. FAY,
Curateur.

Knowlton, Qué., 31 août 1901. 3479

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 124.

In re Charles Lebrun, épicier, de la ville de Saint-Henri, Failli ;

et

J. O. Lacroix, Requêteur.

Avis est par le présent donné que le trentième jour d'août dernier, par l'honorable juge Taschereau, J. C. S., nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit Charles Lebrun, décédé 21 août mil neuf cent un.

Les créanciers devront produire leurs réclamations assermentées, à notre bureau, dans les trente jours de cet avis.

ST. AMOUR & DOUCET,
Curateurs conjoints.

Edifice New-York Life,
11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 4 septembre 1901. 3485

Règle de Cour

Cour Supérieure — Kamouraska.
No 2826.

Dame Blais, Demanderesse ; vs. Dame Luce Patry, veuve de feu Levite Therriault, de la ville de Fraserville, Défenderesse, et P. Langlais, tiers saisi.

Avis est par les présentes donné en vertu d'une ordonnance de l'honorable juge Ernest Cimon, rendue à Fraserville, le 23 août 1901, aux créanciers de la défenderesse, de produire leurs réclamations dûment attestées au greffe de la cour supérieure, au palais de justice, à Fraserville, dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

POULIOT & LAPOINTE,
Procureurs de la demanderesse.
Fraserville, 31 août 1901. 3393-2

Canada,
Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 330.

John L. McLean, Plaintiff ;

vs.

Malcolm A. McLean, Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that on the thirty-first day of August, 1901, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 31st August, 1901. 1901.

Province of Québec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 134.

Henry Saxe et al., Plaintiffs ;

vs.

Joseph A. Duchesneau, Defendant.

Notice is hereby given that on the thirtieth day of August, 1901, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Joseph A. Duchesneau, of the village of Knowlton, in said district, merchant tailor, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. E. FAY,
Curator.

Knowlton, Que., 31st August, 1901. 3480

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 124.

In re Charles Lebrun, grocer, of the city of Saint-Henri, Insolvent ;

and

J. O. Lacroix, Petitioner.

Notice is hereby given that on the thirtieth day of August last, by Honorable judge Taschereau, J. S. C., we were named joint curators to the properties of the said Charles Lebrun, abandoned the 21st August, 1901.

The creditors shall produce their claims sworn, to our office, in thirtieth days from that notice.

ST. AMOUR & DOUCET,
Joint curators.

New York Life Building,
11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 4th September, 1901. 3486

Rule of Court

Superior Court — Kamouraska.
No. 2826.

Dame Blais, Plaintiff ; vs. Dame Luce Patry, widow of the late Levite Therriault, of the town of Fraserville, Defendant, and P. Langlais, garnishee.

Notice is hereby given in virtue of an order of the Honorable judge Ernest Cimon, rendered at Fraserville, the 23rd August, 1901, to the creditors of the defendant, to file their claims duly attested in the office of the superior court, in the court house, at Fraserville, within fifteen days from the first insertion of the present notice.

POULIOT & LAPOINTE,
Attorneys for plaintiff.
Fraserville, 31st August, 1901. 3394

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Province de Québec, } **OSCAR LEDUC**, De-
District de Beauharnois, } mandeur ; vs. **WIL-**
No 738. } **LIE KELLY** ET
EDOUARD ALIAS EDMOND KELLY, Défendeurs.

Un lot de terre sis et situé en la ville de Beauharnois, connu et désigné sur le plan et sur le livre de renvoi officiels de la dite ville de Beauharnois, comme partie du numéro dix-neuf (19), et contenant trente-cinq pieds (35) et neuf (9) pouces de largeur, plus ou moins ; et borné à l'est par le numéro dix-huit (18), à l'ouest par le résidu du dit numéro dix-neuf (19), en front par la rue Saint-Laurent, et en profondeur par le fleuve Saint-Laurent—avec les bâ-tisses dessus construites, sauf une bâtisse servant d'écurie et de remise, appartenant à André Roy.

Pour être vendu en le bureau du shérif, au palais de justice, en la ville de Beauharnois, **MERCREDI**, le **DIX-HUITIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 12 août 1901. 3249-2
[Première publication, 17 août 1901.]

Ventes par le Sheriff—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Province de Québec, } **D A M E JOSEPHINE**
District de Bedford, } **L A V O I E**, des cité et
No 2222. } district de Montréal. épouse

commune en biens par contrat de mariage d'Edouard Poirier, du même lieu, et autorisée à ester en justice dans cette cause, par un des juges de la dite cour, Demanderesse ; contre les biens meubles et immeubles d'**EDOUARD POIRIER**, menuisier, des dits cité et district de Montréal, Défendeur.

Cette étendue de terre faisant partie du lot numéro dix-neuf, dans le neuvième rang du canton de Stanbridge, dans le district de Bedford, et maintenant connue sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro huit cent cinquante-sept (857), contenant 9,216 pieds carrés ; bornée au sud par un chemin public—avec une maison, grange sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Anges de Stanbridge, dans le canton de Stanbridge, district de Bedford, le **DIX-NEUVIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 31 août 1901. 3499
[Première publication, 7 septembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province of Quebec, } **OSCAR LEDUC**,
District of Beauharnois, } Plaintiff ; vs **WIL-**
No. 738. } **LIE KELLY** AND
EDWARD ALIAS EDMOND KELLY, Defendants.

A lot of land lying and situate in the town of Beauharnois, now and distinguished upon the official plan and book of reference of the said town of Beauharnois, as part of number nineteen (19), and containing thirty-five feet (35) and nine (9) inches in width, more or less ; and bounded on the east by lot number eighteen (18), on the west by the residue of the number nineteen (19), in front by Saint Lawrence street, and in depth by the river Saint Lawrence—with the buildings thereon erected, with the exception of a building used as a stable and coach house, belonging to André Roy.

To be sold at the office of the sheriff, in the court house, in the town of Beauharnois, on **WEDNESDAY**, the **EIGHTEENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 12th August, 1901. 3250
[First published, 17th August, 1901.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Québec, } **D A M E JOSEPHINE**
District of Bedford, } **L A V O I E**, of the city
No. 2222. } and district of Montreal,

wife common as to property by marriage contract of Edouard Poirier, of the same place, and authorized to ester en just ce in this cause, by one of the judges of said court, Plaintiff ; against the goods and lands of **EDOUARD POIRIER**, of the said city and district of Montreal, Joiner, Defendant.

That certain piece of land forming part of lot number nineteen, in the ninth range of the township of Stanbridge, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, as number eight hundred and fifty-seven (857), containing 9,216 square feet ; and bounded towards the south by a public road—with a house, barn and improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Notre Dame des Anges de Stanbridge, in the township of Stanbridge and district of Bedford, on the **NINETEENTH** day of **OCTOBER** next, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 31st August, 1901. 3500
[First published, 7th September, 1901.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Joliette.

Joliette, à savoir : } **URGEL PICHÉ**, courtier,
No 3241. } Demandeur ; contre **STA-**
NISLAS LEVEILLEE, Défendeur.

1° Un terrain ou emplacement de forme irrégulière, situé en la ville de Joliette, sur la rue Saint-Charles Borromée, connu et désigné pour la plus grande partie sous le numéro trois cent deux (302), et les autres parties font partie des lots numéros trois cent un et trois cent trois (301-303), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la ville de Joliette, contenant le dit terrain environ quatre mille cinq cent quarante pieds français, plus ou moins, et borné comme suit : au front par la rue Saint-Charles Borromée, en profondeur par le numéro 304, d'un côté au nord-ouest par le surplus du dit lot No 301, appartenant au Dr J. J. Shepperd, et de l'autre côté au sud-est par le surplus du dit lot No 302, appartenant à Régis Lafrenière—avec les bâtisses dessus construit, tel qu'enclos.

2° Un autre terrain situé au même lieu, sur la rue Saint-Pierre, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-six (386), du susdit cadastre, de forme irrégulière, contenant environ deux mille huit cent cinquante pieds (2850)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le DIX-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Joliette, 12 août 1901.	3269-2
[Première publication, 17 août 1901.]	

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaskaville, à savoir : } **LA FONDERIE**
No 77. } **DE PLESSIS-**
VILLE, Demanderesse ; contre les biens immobiliers de **HORACE CARON, ALEXIS CARON ET OVIDE CARON**, de Saint-Clément, dans le comté de Temiscouata, Défendeurs, à savoir :

1° Un emplacement d'environ trois quarts d'arpent carré, situé sur le septième rang du canton Denonville, dans le comté de Temiscouata, faisant partie du lot numéro cinq (5), du cadastre du dit canton—avec un moulin à soies dessus bâti et une moulange à moudre le grain installée dans le dit moulin ; borné le dit emplacement au sud au chemin public, au nord, au nord-est et au sud-ouest à l'autre partie du dit lot No. 5—circonstances et dépendances.

2° Une maison située sur le bas du huitième rang, du dit canton, en la dite paroisse de Saint-Clément, sur le numéro cinq (5), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton, pour le dit huitième rang, sur la terre de Joseph Santerre.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Clément, JEUDI, le DIX-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif.	Shérif.
Fraserville, 15 août 1901.	3293-2
[Première publication, 17 août 1901.]	

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—Joliette.

Joliette, to wit : } **URGEL PICHÉ**, broker,
No 3241. } Plaintiff ; against **STA-**
NISLAS LEVEILLEE, Defendant.

1. A lot of land or emplacement of irregular form, situate in the town of Joliette, on Saint Charles Borromée street, the greater part known and designated under the number three hundred and two (302), and the other parts forming part of the lots three hundred and one and three hundred and three (301 and 303), of the official plan and book of reference of the cadastre for registration of the town of Joliette, the said lot of land containing about four thousand five hundred and forty feet, french measure, more or less ; and bounded as follows : in front by Saint Charles Borromée street, in rear by number three hundred and four (304), on one side to the north west by the balance of the lot No. 301, belonging to Dr J. J. Shepperd, and on the other side to the south east by the balance of the lot No. 302, belonging to Regis Lafrenière—with the buildings thereon erected, as fenced.

2. Another lot of land situate in the same place, on Saint Pierre street, known and designated under the number three hundred and eighty-six (386), of the above mentioned cadastre of irregular form, containing about two thousand eight hundred and fifty feet (2850)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff, in the town of Joliette, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,	Sheriff
Joliette, 12th August, 1901.	3270
[First published, 17th August, 1901.]	

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaskaville, to wit : } **THE FOUNDRY OF**
No 77. } **PLESSISVILLE**,
Plaintiff ; against the immovable property of **HORACE CARON, ALEXIS CARON AND OVIDE CARON**, of Saint Clement, in the county of Temiscouata, Defendants, to wit :

1. An emplacement of about three-quarters of an arpent square, situate in the seventh range of the township of Denonville, in the county of Temiscouata, forming part of lot number five (5), of the cadastre for the said township—with a saw mill thereon erected, with machinery for grinding grain set up in the said mill ; the said emplacement bounded on the south by the public highway, on the north, north east and south west by the other part of the said lot No. 5—circumstances and dependencies.

2. A house situate at the lower part of the eighth range of the said township, in the said parish of Saint Clement, on the lot number five (5), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said township, for the said eighth range, upon the farm of one Joseph Santerre.

To be sold at the door of the church at Saint Clement, on THURSDAY, the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Fraserville, 15th August, 1901.	3294
[First published, 17th August, 1901.]	

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) JOHN DUNLOP, conseil
No 2782.) du Roi, EDWARD B.
GREENSHIELDS ET EDWARD C. B. FEATHERSTONHAUGH, marchands, tous des cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Robert A. Ramsay, en son vivant avocat, de la dite cité de Montréal, Demandeurs *es-qualité* ; contre les terres et tenements de MACAIRE LAURIER, des cité et district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur dûment nommé aux enfants mineurs issus de son mariage avec feu Dame Emélie Charlebois, son épouse, Défendeur *es-nom et qualité*.

1° Un petit morceau ou pointe du lot de terre numéro 318 (trois cent dix-huit), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal.

2° La presque totalité du lot numéro 319 (trois cent dix-neuf), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, le tout tel qu'enclos, contenu et indiqué sur un plan de la propriété fait par J. Beaudry, arpenteur provincial, en date du seize décembre mil huit cent quatre-vingt-six ; le dit lot de terre est borné en front par la rue Notre-Dame, en arrière par le lot numéro trois cent vingt et un, d'un côté par le lot numéro trois cent dix-huit, et d'autre côté partie par le lot numéro trois cent vingt (320), et partie par le lot numéro 319 (trois cent dix-neuf), de la contenance la dite partie présentement saisie du dit lot numéro 319 (trois cent dix-neuf), de quarante-six pieds de largeur sur la ligne de la dite rue Notre-Dame et de quarante-deux pieds sur la ligne qui le borne en profondeur, sur la longueur qu'il y a de la dite rue Notre-Dame à aller à la ligne du dit lot numéro 321 (trois cent vingt et un), le tout mesure anglaise et plus ou moins ; la dite partie présentement saisie du dit lot numéro 318 (trois cent dix-huit) contient environ quatre pieds de largeur sur la ligne du dit lot numéro 321 (trois cent vingt et un), et forme un angle d'environ quatre pieds et demi de largeur, le tout mesure anglaise—avec la maison et dépendances sur les dites parties de lots présentement saisis, avec en outre les comptoirs, tablettes et fixtures dans les magasins de la dite maison, le tout ne formant qu'une seule et même exploitation ; avec le droit de passage en commun avec ceux qui y ont droit dans le passage indiqué sur le dit numéro 320 (trois cent vingt), pour communiquer en tout temps sur le dit lot de terre présentement saisi, lequel passage devra être laissé libre et ouvert, le tout tel qu'indiqué au dit plan ci-haut mentionné. Les pignons ou murs sud-ouest et nord-est de la dite maison et dépendances, sur le dit lot numéro 319 (trois cent dix-neuf), resteront mitoyens pour l'usage comme tels, tant des propriétaires ou leurs représentants des lots ou terrains voisins numéros 318 et 320 (trois cent dix-huit et trois cent vingt), que pour l'acquéreur ou adjudicataire de la partie du dit lot numéro 319 (trois cent dix-neuf), présentement saisi. Les dites propriétés ainsi saisies appartiennent, quant à l'usufruit au dit Macaire Laurier personnellement et quant à la nue-propriété, en sa qualité de tuteur dûment nommé à ses enfants mineurs, les héritiers de feu Dame Emélie Charlebois, son épouse, le tout conformément et en vertu de son testament solennel, en date du cinq février mil huit cent quatre-vingt-sept, fait et passé à Montréal, devant M^{re} Eustache Prud'homme, notaire public, et en

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit :) JOHN DUNLOP, King's
No. 2782.) Counsel, EDWARD B.
GREENSHIELDS AND EDWARD C. B. FEATHERSTONHAUGH, merchants, all of the city and district of Montreal, in their quality as executors of the last will and testament of the late Robert A. Ramsay, in his lifetime of Montreal aforesaid, advocates, Plaintiffs *es-qualité* ; against the lands and tenements of MACAIRE LAURIER, of the city and district of Montreal, as well personally as in his quality of tutor duly appointed to the minor children issued of his marriage with the late Dame Emélie Charlebois, his wife, Defendant, *es-nom et qualité*.

1. A small piece or point of the lot of land number 318 (three hundred and eighteen), of official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal.

2. Almost the whole of lot number 319 (three hundred and nineteen), of the said official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, in the city of Montreal, the whole as fenced, comprised and shown on a plan of the property made by J. Beaudry, provincial land surveyor, under date of the sixteenth of December, one thousand eight hundred and eighty-six ; the said lot of land is bounded in front by Notre Dame street, in rear by the lot number three hundred and twenty-one, on one side by lot number three hundred and eighteen, and on the other side partly by lot number three hundred and twenty (320), and partly by lot number 319 (three hundred and nineteen), the part of the said lot number 319 (three hundred and nineteen), now seized containing forty-six feet in width on the line of said Notre Dame street, and forty-two feet on the line which bounds it in rear, on the length which there is from said Notre Dame street, to reach the line of the said lot number 321 (three hundred and twenty-one), the whole english measure and more or less ; the said part of lot number 318 (three hundred and eighteen), now seized, contains about four feet in width on the line of the said lot number 321 (three hundred and twenty-one), and forms an angle of about four and one half feet in width, the whole english measure—with the house and dependencies on the said parts of lots now seized, together with the counters shelves and fixtures in the shops in the said house, the whole forming but one and the same plot ; with the right of way in common with those who have the right of way in the passage way shown on the said lot 320 (three hundred and twenty), to communicate at all times upon the said lot of land now seized, which passage must be left free and open, the whole as shown upon the plan above mentioned. The gables or walls of the south east and north west sides of the said house and dependencies on the said lot number 319 (three hundred and nineteen), shall continue to be *mitoyens* for use as such, as well of the proprietors or representatives of the neighbouring lots numbers 318 and 320 (three hundred and eighteen and three hundred and twenty), as of the purchaser or highest bidder of the part of the said lot number 319 (three hundred and nineteen), now seized. The said properties so seized belong, as regards the usufruct to the said Macaire Laurier personally and with regard to the naked property to him, in his quality of tutor duly named and appointed to his minor children, the heirs of the late Dame Emélie Charlebois, his wife, the whole in conformity with and in virtue of her solemn will and testament under date of the fifth of February, one thousand

présence de M^{re} Rémi Hilaire Bernier, son confrère, notaire, de Montréal, dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de l'Assomption, le vingt août mil huit cent quatre-vingt-neuf, sous le numéro 18154, Reg. B, vol. 52, fol. 591, et au bureau d'enregistrement pour la division de Montréal-Ouest, le sept février dix-neuf cent un, sous le numéro 134,728, Reg. B. A., vol. 15, page 433.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 14 août 1901. [Première publication, 17 août 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montréal, à savoir : } LA CITE DE SAINT-HENRI, corps politique et incorporé, ayant son principal siège d'affaires en la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Défenderesse.

La subdivision officielle numéro dix, du lot numéro mille sept cent-cinq (subd. 10-1705), des plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal ; le dit lot borné en front par la rue Sainte-Elizabeth, et situé dans la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec bâtisses. (Pour procurer titre.)

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 14 août 1901. [Première publication, 17 août 1901.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } ALEXANDER SIMPSON, No 229. } de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, gérant de banque, Demandeur ; contre THE CAPITAL POWER COMPANY, (LIMITED), corps politique et incorporé, ayant son bureau et sa principale place d'affaires dans la dite cité d'Ottawa, et Robert Hughes Conroy, de la ville d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, province de Québec, et William Jackson Conroy, du même lieu, marchands de bois, faisant affaires sous les nom et raison de R. & W. Conroy, Défendeurs.

Comme appartenant à la dite défenderesse, The Capital Power Company (Limited).

1° Toute cette partie du lot No 15-A, dans le premier rang du canton de Hull, dans le comté de Wright et district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, commençant à un point où la borne sud de The Pontiac Pacific Junction Railway telle que projetée traverse les limites est de la rue principale du village Deschênes ; de là, le long de la borne sud du dit chemin de fer telle que projetée dans une direction est jus-

eight hundred and eighty-seven, made and passed at Montreal, before M^{re} Eustache Prud'homme, notary public, and in the presence of M^{re} Hilaire Bernier, his fellow, notary, of Montreal, duly registered at the registry office of the county of l'Assomption, on the twentieth of August, one thousand eight hundred and eighty-nine under the number 18154, reg. B, vol. 52, fol. 591, and in the registry office for the division of Montreal West, on the seventh of February, one thousand nine hundred and one, under the number 134,728, reg. B. A., vol 15, page 433.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 14th August, 1901. [First published, 17th August, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE CITY OF SAINT-HENRY, a body corporate and politic, having its principal place of business in the city of Saint Henry, in the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Montreal, Defendant.

The official subdivision number ten, of lot number one thousand seven hundred and five (subd. 10-1705), of the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal ; the said lot bounded in front by Sainte Elizabeth street, and situate in the city of Saint Henry, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal—with buildings. (To procure title.)

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 14th August, 1901. [First published, 17th August, 1901.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } ALEXANDER SIMPSON, of No. 229. } the city of Ottawa, in the province of Ontario, bank manager, Plaintiff ; against THE CAPITAL POWER COMPANY (LIMITED), a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the said city of Ottawa, and Robert Hughes Conroy, of the town of Aylmer, in the district of Ottawa, province of Quebec, and William Jackson Conroy, of the same place, lumbermen, carrying on business under the name and style of R. & W. Conroy, Defendants.

As belonging to the said defendants, The Capital Power Company (Limited).

1. All that part of lot No. 15-A, in the first range of the township of Hull, in the county of Wright and district of Ottawa, according to the official plan and the book of reference of the said township, beginning at a point where the southern boundary of the Pontiac Pacific Junction Railway as projected intersects the eastern limits of Main street of Deschênes village ; thence, along the southern boundary of the said railway as projected in an easterly direction

qu'à l'intersection par la ligne qui divise le dit lot No 15-A et le lot No 14-B, dans le premier rang du dit canton ; de là, sud suivant la dite ligne de division entre les dits lots 15-A et 14-B jusqu'à la rive nord de la rivière Ottawa ; de là, suivant la rive de la dite rivière Ottawa contre le courant dans une direction sud et ouest jusqu'à l'intersection du côté est de la susdite rue Principale ; de là, le long du dit côté est de la rue Principale dans une direction nord jusqu'au point de départ—avec le bureau, maisons, bâties, étables, granges, moulins, écluses, cloisons mobiles sus-érigés et les machines qui s'y trouvent, circonstances et dépendances ; borné vers le nord par la ligne projetée de The Pontiac Pacific Junction Railway, vers l'est partie par le susdit lot 14-B et partie par la rivière Ottawa, vers le sud par la dite rivière, et vers l'ouest par la rue Principale, dans le village Deschênes ; à l'exception de la maison connue comme la résidence de W. J. Conroy, avec le terrain sur lequel la dite maison est érigée et véranda, le dit terrain étant borné au nord et à l'ouest par le petit pouvoir d'eau alimentaire, à l'est par la clôture située entre la dite propriété et celle de The Capital Power Company, et au sud par une ligne tirée du petit pouvoir d'eau alimentaire, telle qu'elle passe à l'est de la maison jusqu'à la dite clôture ; cette ligne courant parallèle avec la maison, mais étant au moins à trente pieds sud du dit mur, ensemble avec l'usage du jardin maintenant existant au sud de la dite ligne durant tout le temps qu'il ne sera pas requis pour les fins d'élargissement du présent cours d'eau, avec accès raisonnable depuis la ligne de côté entre le lot 15-A et le village Deschênes.

La dite partie du lot No 15 A, pour être vendue sujette au droit existant en faveur de la Compagnie Electrique de Hull, de construire et maintenir une ligne de poteaux pour la transmission du courant électrique à travers la propriété ci-dessus décrite, et le droit d'entrée et de sortie de la dite propriété existante en faveur de la dite Compagnie Electrique de Hull ; et sujette aussi à la garantie en faveur de la Compagnie Electrique de Hull, qu'au moins un pouvoir de sept cents chevaux peut et continuera à être développer du pouvoir d'eau maintenant y étant employé, et que, si le dit pouvoir devient insuffisant pour développer telle force d'un pouvoir de sept cents chevaux, les cautions sont obligés de donner et procurer à la dite Compagnie Electrique de Hull tel autre pouvoir d'eau dans les environs du et joignant le lot de grève vendu à la dite Compagnie Electrique de Hull, qu'il peut être nécessaire et suffisant pour développer une force d'un pouvoir de sept cents chevaux, le tout tel que mentionné plus au long dans ce certain acte de vente par les défendeurs R. & W. Conroy à la dite Compagnie Electrique de Hull, en date du 26 janvier 1897, (enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Wright, le 29 janvier 1897, registre B., vol. 42, No 218), lequel acte de vente a été remplacé par un acte de bail par les dits R. & W. Conroy à la dite Compagnie Electrique de Hull, en date du 6 mai 1898.

La dite partie du lot No 15 A, pour être vendue sujette au droit existant en faveur de la Compagnie Electrique Deschênes pour construire et maintenir une ligne de poteaux pour la transmission du courant électrique à travers la propriété ci-dessus décrite et le droit d'entrée et de sortie de la dite propriété existante en faveur de la dite Compagnie Electrique Deschênes, le tout tel que mentionné plus au long dans ce certain acte de vente par les dits R. & W. Conroy à la dite Compagnie Electrique Deschênes, en date du 27 janvier 1898, remplacé par un autre acte en date du 6 juin 1898, (enregistré le 15 juin 1898, registre B., vol. 1, No 482.)

2. Tous les lots de grève, terrains pour moulin, pouvoirs d'eau et terre couverte par l'eau sis et situés dans la rivière Ottawa, et faisant front sur le dit lot No 15 A et situés dans les limites et bornes suivantes : commençant au point I sur le côté est de la principale cloison mobile ou écluse telle que

until intersected by the line dividing said lot No. 15-A and lot No. 14-B, in the first range of the said township ; thence, southerly following the said division line between said lots 15-A and 14-B to the north bank of Ottawa river ; thence, following the bank of the said Ottawa river against the stream in a southerly and westerly direction to the intersection of the eastern side of Main street aforesaid ; thence, along the said eastern side of Main street, in a northerly direction to the place of beginning—with the office, houses, outbuildings, stables, barns, mills, dams, bulkheads thereon and the machinery contained therein, and the members and appurtenances thereunto belonging ; bounded towards the north by the projected line of the Pontiac Pacific Junction Railway, towards the east partly by the aforesaid lot 14-B and partly by the Ottawa river, towards the south by the said river, and towards the west by Main street, in Deschênes village ; save and except the dwelling house known as the W. J. Conroy homestead with the ground whereon the same is erected and verandah thereto, said land being bounded to the north and west by the small feeder, to the east by a fence between said property and the property of the Capital Power Company, to the south by a line drawn from the small feeder as it passes on the east of the house to the said fence ; said line parallel with the house and distant at least thirty feet from the south wall thereof, together with the free use of the garden now existing to the south of the said line so long as it may not be necessary for the enlargement of the present head-race, and reasonable access to the same from the side line between lot 15-A and Deschênes village.

The said part of lot No. 15-A, to be sold subject to the right existing in favor of the Hull Electric Company, to construct and maintain a pole line for the transmission of electric current across the above described property, and the right of egress to and ingress from said property existing in favor of said Hull Electric Company ; and subject also to the warranty in favour of The Hull Electric Company, that at least seven hundred horse power can and will continue to be developed from the water power now being used by it, and that should the same be insufficient to develop such force of seven hundred horse power, the warrantors are bound to convey and make over to the said Hull Electric Company such other and further water power in the vicinity of and adjoining the water lot sold to said Hull Electric Company, as may be necessary and sufficient to develop a force of seven hundred horse power, the whole as more amply set forth in that certain deed of sale by the defendants R. & W. Conroy to the said Hull Electric Company, dated the 26th January, 1897, (registered in the registry office of the county of Wright, the 29th January, 1897, liber B, vol. 42, No. 218), which deed of sale was supplemented by a deed of lease by the said R. & W. Conroy to the said Hull Electric Company, of date the 6th May, 1898.

The said part of lot No. 15-A, to be sold subject to the right existing in favor of the Deschênes Electric Company to construct and maintain a pole line for the transmission of electric current across the above described property and the right of egress to and ingress from the said property existing in favor of the said Deschênes Electric Company, the whole as more amply set forth in that certain deed of sale by the said R. & W. Conroy to the said Deschênes Electric Company, dated the 27th January, 1898, supplemented by a further deed of date the 6th June, 1898, (registered the 15th June, 1898, liber B, vol. 1, No. 482.)

2. All the water lots, mill sites, water powers and land covered by water situate lying and being in the Ottawa river, and fronting upon said lot No. 15a and contained within the following limits and boundaries : beginning at the point I on the east side of the main bulkhead or dam as shewn on a

mentionnées sur un plan préparé par Farley, A. P., déposé au bureau du shérif soussigné, et pour être produit à la vente d'iceux, le dit point I étant sur le côté est de la susdite cloison mobile ou écluse, et cent dix-huit (118) pieds dans une direction nord du point K, lequel point K est à la jonction du côté sud de la maison du pouvoir de la Compagnie Electrique de Hull, et le côté est de la cloison mobile ou écluse susdite ; de là, dans une direction est à travers l'écluse de côté et parallèle au côté nord d'icelui, et neuf pieds de là dans une direction sud, une distance de 52 pieds jusqu'au point H ; de là, sud soixante et cinq degrés onze minutes est magnétiquement vingt-six pieds, plus ou moins, jusqu'au point S-1, en arrière de la maison du pouvoir louée à la Compagnie Electrique de Hull par R. et W. Conroy, par acte en date du 15 mai, 1899 (enregistré registre B., vol. 43 No 1047) ; de là, dans une direction nord suivant en arrière de la maison du pouvoir susdite jusqu'au point S-2 ; de là dans une direction est et nord, suivant en arrière de la maison du pouvoir de "The Capital Power Company" jusqu'aux points S-3, S-4, S-5, S-6, S-7 jusqu'au point S-8, sur la rive nord de la rivière Ottawa ; de là, suivant la dite rive nord de la dite rivière dans une direction ouest contre le courant tel qu'il se poursuit et comporte jusqu'au côté ouest de la cloison mobile ou écluse (S-9) ; de là, suivant le côté ouest de la susdite cloison mobile ou écluse dans une direction sud, une distance de 180 pieds, plus ou moins, jusqu'au point N ; de là, dans une direction est à travers la cloison mobile, une distance de 17 pieds, plus ou moins, jusqu'au point I, le point de départ : bornés au nord par la rive nord de la rivière Ottawa, vers l'est par la rivière Ottawa, vers le sud par la dite rivière et par la propriété de la Compagnie Electrique de Hull, et vers l'ouest par la susdite rivière.

Sujet, cependant, au droit existant en faveur de la Compagnie Electrique de Hull, de construire et maintenir une ligne de poteaux à travers la dite propriété pour la transmission du courant électrique et le droit d'entrée et de sortie de la dite propriété existant en faveur de la dite Compagnie Electrique de Hull, en vertu des susdits actes du 28 janvier 1897 et du 6 mai 1898.

Sujet aussi au droit existant en faveur de la Compagnie Electrique Deschênes, de construire et maintenir une ligne de poteaux à travers la dite propriété pour la transmission du courant électrique et le droit d'entrée et de sortie de la dite propriété existante en faveur de la dite Compagnie Electrique Deschênes, en vertu des susdits actes du 27 janvier 1898 et du 6 juin 1898.

Sujet, de plus, à un acte de bail par R. & W. Conroy à la Compagnie Electrique de Hull, en date du 15 mai 1899 (enregistré, registre B., vol. 43, No 1047), de la propriété et maison du pouvoir décrites comme suit :

Commencant au coin nord-ouest de la propriété vendue à la dite Compagnie Electrique de Hull par les dits R. et W. Conroy, par acte en date du 26 janvier 1897, et ci-dessus mentionnés, et du côté est par la cloison mobile ou écluse étant le point I sur le susdit plan annexé ; de là, dans une direction nord sept degrés une minute est magnétiquement, le long du côté est de la cloison mobile ou écluse, une distance de 27 pieds ; de là, sud, quatre-vingt-neuf degrés est magnétiquement 76 pieds ; de là, sud un degré ouest magnétiquement 47 pieds jusqu'à la borne nord de la propriété vendue comme susdit à la Compagnie Electrique de Hull ; de là, suivant la borne nord de la propriété de la Compagnie Electrique de Hull dans une direction est jusqu'au point de départ.

Sont expressément exclus des effets de la présente saisie : (a) les machines et matériel dans le moulin et sur la propriété loués à The Deschenes Milling Company ; (b) la maison du pouvoir sur la dite propriété, louée à la Compagnie Electrique de Hull, telle que ci-dessus décrite, et les machines qui s'y trouvent ; (c) le matériel électrique et machines

plan prepared by Farley, P. L. S., filed in the office of the undersigned sheriff, and to be exhibited at the sale herein and to be annexed to the sheriff's deed herein, said point I being on the east side of the aforesaid bulkhead or dam, and one hundred and eighteen (118) feet in a northerly direction from the point K, which point K is at the junction of the south side of the power house of the Hull Electric Company, and the east side of the bulkhead or dam aforesaid ; thence, in an easterly direction across the side dam and parallel to the north side thereof, and nine feet therefrom in a southerly direction a distance of 52 feet to the point H ; thence, south sixty-five degrees eleven minutes east magnetically twenty-six feet, more or less, to the point S-1, in rear of the Power House leased to the Hull Electric Company by R. and W. Conroy, by deed dated 15th May, 1899, (registered liber B, vol. 43, No. 1047) ; thence, in a northerly direction following the rear of the power house aforesaid to the point S-2 ; thence, in an easterly and northerly direction following the rear of the power house of the Capital Power Company to the points S-3, S-4, S-5, S-6, S-7, to the point S-8, on the north bank of the Ottawa river ; thence, following the said north bank of said river in a westerly direction against the stream as it winds and turns to the west side of the bulkhead or dam (S-9) ; thence, following the west side of the aforesaid bulkhead or dam in a southerly direction, a distance of 180 feet, more or less, to the point N ; thence, in an easterly direction across the bulkhead, a distance of 17 feet, more or less, to the point I the place of beginning, and bounded to the north by the north shore of the Ottawa river, towards the east by the Ottawa river, towards the south by the said river and by the property of the Hull Electric Company, and towards the west by the river aforesaid.

Subject, however, to the right existing in favor of the Hull Electric Co. to construct and maintain a pole line across the said property for the transmission of electric current and the right of egress to and ingress from said property existing in favor of the said Hull Electric Company, under the aforesaid deeds of the 26th January, 1897 and the 6th May, 1898.

Subject also to the right existing in favor of the Deschenes Electric Company to construct and maintain a pole line across the said property for the transmission of electric current and the right of egress to and ingress from said property existing in favor of the said Deschenes Electric Company under the aforesaid deeds of the 27th January, 1898 and of the 6th June, 1898.

Subject, furthermore to a deed of lease by R. & W. Conroy to the Hull Electric Company, dated the 15th May, 1899 (registered liber B., vol. 43, No. 1047), of the property and power house described as follows :

Commencing at the north west corner of the property sold to the said Hull Electric Company by the said R. and W. Conroy, by deed dated 26th January, 1897, and above referred to, and on the east side of the bulk head or dam being the point I on the annexed plan aforesaid ; thence, on a course north seven degrees one minute east magnetically along the east side of the bulk head or dam a distance of 27 feet ; thence, south eighty-nine degrees east magnetically 76 feet ; thence, south one degree west magnetically 47 feet to the northern boundary of the property sold as aforesaid to the Hull Electric Company ; thence, following the northern boundary of the property of the Hull Electric Company in an easterly direction to the place of beginning.

Are expressly excluded from the effects of the present seizure : (a) the machinery and plant in the mill and on the property leased to the Deschenes Milling Company ; (b) the power house on said property, rented to the Hull Electric Company, as above described, and the machinery therein contained ; (c) the electrical plant and machinery

situés dans la maison du pouvoir de The Capital Power Company, et étant la propriété de The Canadian General Electric Company limited.

L'acquéreur devra respecter le bail à The Deschenes Milling Company d'une partie du dit lot No quinze A (15 A), dans le premier rang du canton de Hull, en date du 15 mai 1899, et le bail susdit à la Compagnie Electrique de Hull, en date du quinze mai 1899, déjà mentionné d'une partie de la propriété ci-dessus en deuxième lieu décrite ; il est de plus déclaré que les revenus accrus ou à accroître en vertu des divers baux ont été assignés et déposés à la Banque d'Ottawa.

3^e Lot numéro vingt-quatre, la partie ouest du lot numéro vingt-cinq, lots numéros vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante-onze, soixante-douze, soixante-quinze, soixante-seize, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingt, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-neuf, cent, cent un, cent deux, cent trois, cent quatre, cent cinq, cent six, cent sept, cent huit, cent neuf, cent dix, cent onze, cent douze, cent treize, cent quatorze, cent dix-huit, cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt et un, cent vingt-deux, cent trente, cent trente-un, cent trente-deux, cent trente-trois, cent trente-quatre, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, cent trente-huit, cent trente-neuf, cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante et un, cent cinquante-deux et cent cinquante-trois, (24, partie ouest de 25, lots Nos 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 45, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 58, 59, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 118, 119, 120, 121, 122, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 149, 150, 151, 152, 153), tous du village de Deschênes, dans le canton de Hull, conformément au plan et livre de renvoi officiels des dits canton et village—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, mais sujets aux baux faits par les dits défendeurs Conroy, des lots suivants, à savoir cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante-quatre, soixante-cinq, quatre-vingt-dix-huit, cent huit et cent neuf (54, 55, 56, 57, 58, 59, 64, 65, 98, 108 et 109), à différentes personnes.

4^e Cette ligne de poteaux s'étendant depuis la propriété ci-dessus décrite, jusque dans la cité de Hull, et dont la direction peut être plus spécialement décrite comme suit :

Commencant à un point situé à une distance de 734 pieds dans une direction nord, quatre-vingts degrés cinquante-cinq minutes (80, 55') est, astronomiquement depuis un poteau ou cheville munie d'un anneau en fer, planté sur la rive nord de la rivière Ottawa, vingt-deux pieds six pouces (22, 6') à partie de la marque de la haute marée sur le lot quinze A (15 A), du premier rang du canton de Hull, comté de Wright, province de Québec ; de là, dans une

contained in the power house of the Capital Power Company, and being the property of the Canadian General Electric Company, limited.

The purchaser shall respect the lease to the Deschenes Milling Company of part of said lot No. fifteen A (15A), in the first range of the township of Hull, of date the 15th May, 1899, and the aforesaid lease to the Hull Electric Company, of date the fifteenth May, 1899, already referred to of a portion of the property hereinabove in the second place described ; it being moreover declared that the rents accrued and to accrue under said several leases have been assigned to and vested in the Bank of Ottawa.

3. Lot number twenty-four, the west part of lot number twenty-five, lots numbers twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-three, thirty-four, thirty-five, thirty-six, thirty-seven, thirty-eight, thirty-nine, forty, forty-four, forty-five, forty seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty four, fifty-five, fifty-six, fifty-eight, fifty-nine, sixty-one, sixty-two, sixty-three, sixty-four, sixty five, sixty six, sixty-seven, sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy five, seventy-six, seventy-seven, seventy-eight, seventy-nine, eighty, eighty-one, eighty-two, eighty-three, eighty-four eighty-five, eighty-six, eighty-seven, eighty-eight, eighty-nine, ninety, ninety-one, ninety-two, ninety-three, ninety-four, ninety-five, ninety-six, ninety-seven, ninety-eight, ninety-nine, one hundred, one hundred and one, one hundred and two, one hundred and three, one hundred and four, one hundred and five, one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight, one hundred and nine, one hundred and ten, one hundred and eleven, one hundred and twelve, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and eighteen, one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two, one hundred and thirty, one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-two, one hundred and thirty-three, one hundred and thirty-four, one hundred and thirty-five, one hundred and thirty-six, one hundred and thirty-seven, one hundred and thirty-eight, one hundred and thirty-nine, one hundred and forty-nine, one hundred and fifty, one hundred and fifty-one, one hundred and fifty-two, one hundred and fifty-three, (24, west part of 25, lots Nos. 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 45, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 118, 119, 120, 121, 122, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 149, 150, 151, 152, 153), all of the village of Deschenes, in the township of Hull, according to the official plan and book of reference of said township and village—together with all the buildings, betterments and improvements thereon erected, but subject to the leases made by the said defendants Conroy, of the following lots, to wit : fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty-four, sixty-five, ninety-eight, one hundred and eight and one hundred and nine, (54, 55, 56, 57, 58, 59, 64, 65, 98, 108 and 109) to various parties.

4. That certain pole line extending from the property before described, to and into the city of Hull, the direction of which may be more specially described as follows :

Beginning at a point which is situated at a distance of 734 feet on a course north, eighty degrees fifty-five minutes (80, 55') east, astronomically, from an iron ring bolt planted on the north bank of the Ottawa river, twenty-two feet six inches (22, 6') from high water mark upon lot fifteen A (15 A), of the first range of the township of Hull, county of Wright and province of Quebec ; thence, on a course of north six degrees thirty-seven minutes

direction nord six degrés trente-sept minutes (6, 37') ouest, astronomiquement, une distance de mille deux cent cinquante-trois (1253) pieds, plus ou moins ; de là, dans une direction nord vingt-sept minutes (0, 27') est, astronomiquement, une distance de cinq cent cinquante-un pieds (551), plus ou moins ; de là, dans une direction nord, huit degrés dix minutes (8, 10') est, astronomiquement, une distance de cent vingt pieds (120), plus ou moins ; de là, dans une direction nord, quatorze degrés quatorze minutes (14, 14'), est astronomiquement, une distance de 611 pieds, plus ou moins ; de là, dans une direction nord, neuf degrés et trente-neuf minutes (9, 39') est, astronomiquement, deux cent cinquante-neuf pieds (259), plus ou moins, jusqu'au côté sud du droit de passage de la Compagnie Electrique de Hull ; de là, dans la direction du droit de passage de la Compagnie Electrique de Hull, sur le côté nord d'icelui dans une direction est jusqu'aux limites ouest de la cité de Hull ; de là, suivant le dit droit de passage et sur le dit passage de la compagnie des chemins macadamisés d'Aylmer et Ottawa, dans une direction est, jusqu'au lot trois cent quatorze (314), du quartier un, suivant le plan et le livre de renvoi officiels de la dite cité de Hull, avec tous les droits et privilèges concernant l'entretien et le maintien des dits poteaux obtenus des propriétaires, sur les terrains desquels ils sont plantés et érigés, tel que les dites lignes sont maintenant érigées sur les dites propriétés, aussi les deux stations de transmission et les maisons servant pour accumuler l'électricité érigées sur la terre appartenant à E. B. Eddy Co., dans la cour du moulin à papier et du moulin à sulfate avec plusieurs poutres moteurs appartenant à la dite company E. B. Eddy.

Comme appartenant aux défendeurs Robert Hughes Conroy et William Jackson Conroy.

(1) Cette terre connue comme l'arrière ferme sur le chemin à barrière Aylmer et Ottawa, et étant en outre connue sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Hull, comme lots numéros dix-sept A et dix-sept B (17 A et 17 B), dans le deuxième rang du dit canton—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

(2) Cette certaine partie de la partie nord du lot numéro douze E (12 e), dans le deuxième rang du canton de Hull, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton, connue comme étant le cimetière Conroy, et contenant huit acres, plus ou moins.

(3) Toute cette partie du lot quinze A (15 a), dans le premier rang du dit canton de Hull, située au nord de la propriété de la Compagnie Electrique de Hull, achetée de la compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien, qui est le présent droit de passage de la Compagnie Electrique de Hull—ensemble avec les bâtisses érigées sur la dite partie du dit lot, circonstances et dépendances.

(4) Les lots quinze b-1 et seize a-1, dans le premier rang du canton de Hull, suivant les dits plan et livre de renvoi—circonstances et dépendances.

(5) Aussi toute cette partie du lot numéro quinze A, dans le susdit premier rang du canton de Hull, connue comme la résidence de W. J. Conroy, avec la maison, véranda et autres bâtisses sus-érigées et améliorations faites ; bornée à l'ouest et au nord par le petit pouvoir d'eau alimentaire, à l'est par la clôture située entre la dite propriété et la propriété de The Capital Power Company, au sud par une ligne tirée du petit pouvoir d'eau alimentaire, telle qu'elle passe à l'est de la maison jusqu'à la dite clôture ; cette ligne courant parallèle avec le mur de la maison et à une distance d'au moins trente pieds du dit mur sud—ensemble avec l'usage du jardin maintenant existant au sud de la dite ligne durant tout le temps qu'il ne sera pas requis pour les fins d'élargissement du présent cours d'eau, avec accès raisonnable à icelui de la ligne de côté entre le lot quinze A susdit et le village Deschênes.

(6) Les lots cent seize, cent dix-sept, cent vingt-

(6, 37') west astronomically, a distance of one thousand two hundred and fifty-three feet (1253), more or less ; thence, on a course of north twenty-seven minutes (0, 27') east, astronomically, a distance of five hundred and fifty-one feet (551) more or less ; thence, on a course of north, eight degrees ten minutes (8, 10') east, astronomically, a distance of one hundred and twenty feet (120), more or less ; thence, on a course of north, fourteen degrees fourteen minutes (14, 14') east, astronomically, a distance of 611 feet, more or less ; thence, on a course of north nine degrees and thirty-nine minutes (9, 39') east, astronomically, two hundred and fifty-nine feet (259), more or less, to the south side of the Hull Electric Company's right of way ; thence following and upon the direction of the Hull Electric Company's right of way upon the north side thereof, in an easterly direction to the westerly limits of the city of Hull ; thence, following and upon the right of way of the Aylmer and Ottawa macadamized road company, in an easterly direction to lot three hundred and fourteen (314), of ward one, according to the official plan and book of reference of the said city of Hull, together with all the rights and privileges as regards the maintenance of the said poles obtained from the proprietors, upon whose grounds the same are erected or over which the said line as above laid out pass, together with the several poles and wires and instruments which connect the transformer houses in the yards of the paper mill and the sulphite mill of the E. B. Eddy Company, with the several power motors belonging to the said E. B. Eddy, Company.

As belonging to the defendants Robert Hughes Conroy and William Jackson Conroy.

(1) That certain farm known as the back farm on the Aylmer and Ottawa turnpike road, and being further known on the official plan and book of reference for the said township of Hull, as lots number seventeen A and seventeen B (17 A and 17 B), in the second range of said township—together with the buildings, betterments and improvements thereon erected.

(2) That certain portion of the north part of lot number twelve E (12 e), in the second range of the township of Hull, on the official plan and book of reference of the said township, known as the Conroy cemetery, and containing eight acres, more or less.

(3) All that part of lot fifteen A (15 a), in the first range of the said township of Hull, lying north of the property of the Hull Electric Company (purchased from the Canadian Pacific Railway Company which is the present right of way of the Hull Electric Company)—together with the buildings and appurtenances belonging to said portion of said lot.

(4) Lots fifteen b 1 and sixteen a-1, in the first range of the township of Hull, according to the said plan and book of reference—with the members and appurtenances thereunto belonging.

(5) All that part and portion of lot number fifteen A, in the aforesaid first range of the township of Hull, known as the W. J. Conroy homestead, with the dwelling house, verandah and other buildings and improvements thereon ; bounded to the west and north by the small feeder, to the east by a fence between said property and the property of the Capital Power Company, to the south by a line drawn from the small feeder as it passes on the east of the house to the said fence ; said line parallel with the wall of the house and distant at least thirty feet from the south wall thereon—together with the free use of the garden now existing to the south of the said line so long as it may not be necessary for the enlargement of the present head race and reasonable access to the same from the side line between lot fifteen A aforesaid and Deschênes village.

(6) Lots one hundred and sixteen, one hundred

quatre, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent quarante-un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept (116, 117, 124, 126, 127, 128, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147), du dit village Deschênes, sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Hull et du dit village Deschênes—avec toutes les bâtisses sus-érigées, améliorations, circonstances et dépendances.

Toutes les dites propriétés ainsi annoncées seront vendues, sujettes aux réserves et conditions ci-dessus spécifiées et mentionnées, et aussi sujettes à un acte de vente avec faculté de rachat consenti par les dits défendeurs Robert H. Conroy et William Jackson Conroy à un nommé Louis Simpson, de la cité d'Ottawa, gentilhomme, enregistré dans le dit bureau d'enregistrement du comté de Wright, le quinzième jour d'août dix-neuf cent, dans le registre B, vol. I, sous le No 362, et sujettes à une autre vente faite par les dits Robert H. Conroy et William Jackson Conroy à Alexander Simpson, de la cité d'Ottawa, gérant de banque, enregistrée au dit bureau d'enregistrement, le vingt-septième jour de septembre dix-neuf cent, dans le registre B, vol. I, sous le No 539, une partie de la dite propriété mentionnée dans les dits deux derniers actes, étant plus au long décrite dans un avis donné par les dits Louis Simpson et Alexander Simpson au dit registrateur, le quatrième jour de mars dix-neuf cent un, et par lui enregistré aux dites dates dans le livre C, vol. I, sous le numéro 63.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, dit district d'Ottawa, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif,

Hull, 12 août 1901.

[Première publication du 8 juin dernier est nulle.]

Shérif.

3255-2

[Première publication, 17 août 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**AME SOPHIE LETARTE, No 2288. } de la cité de Québec, veuve de feu Octave Migner, en son vivant du même lieu, gentilhomme, en ses qualités de légataire universelle et d'exécutrice testamentaire en vertu du testament de feu son mari, le dit Octave Migner ; contre **DAME MARGUERITE BILODEAU**, de la paroisse de l'Ange-Gardien, dans le comté de Montmorency, veuve de feu Pierre Mathieu, en son vivant cultivateur, du même lieu, et Pierre Mathieu, aussi cultivateur, de la dite paroisse de l'Ange-Gardien, à savoir :

1^o Le lot No 66 (soixante-six), du plan cadastral officiel de l'Ange-Gardien, étant un lot de terre situé dans le premier rang de la dite paroisse—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Sauf et à distraire du dit lot :

Premièrement.—Un lot à bâtir situé sur le côté nord du chemin du Roi, appartenant à Pierre Marois ou ses représentants, d'environ trente-quatre pieds de front sur cinquante-sept de profondeur ; borné au sud par le dit chemin public, au nord par Jean Vézina, au nord-est, par Jean Gagnon, et au sud-ouest par Jean Vézina.

and seventeen, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-six, one hundred and twenty-seven, one hundred and twenty-eight, one hundred and forty-one, one hundred and forty-two, one hundred and forty-three, one hundred and forty-four, one hundred and forty-five, one hundred and forty-six, one hundred and forty-seven (116, 117, 124, 126, 127, 128, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147), of the said village of Deschênes, according to the official plan and book of reference of said township of Hull and said village of Deschênes—together with all the buildings, betterments and improvements thereon.

All of the foregoing properties hereby advertised being sold, subject to the exceptions and conditions hereinbefore specified and also subject to a certain deed of sale with right of redemption from the said defendants Robert H. Conroy and William Jackson Conroy to one Louis Simpson, of the city of Ottawa, gentleman, registered in the said registry office for the county of Wright, on the fifteenth day of August, nineteen hundred, in register B, vol. I, under the No. 362, and subject to a further sale made by the said Robert H. Conroy and William Jackson Conroy to Alexander Simpson, of the city of Ottawa, bank manager, registered in the said registry office, on the twenty-seventh day of September, nineteen hundred, in register B, vol. I, under the No. 539, a portion of the said property in the two last deeds mentioned, being more fully described in a notice given by the said Louis Simpson and Alexander Simpson to the said registrar, on the fourth day of March, nineteen hundred and one, and by him registered on said dates in lib. C., vol. I, under the No. 63.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, said district of Ottawa, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 12th August, 1901.

[The first publication of the 8th June last is null.]

Sheriff.

3256

[First published, 17th August, 1901.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **D**AME SOPHIE LETARTE, No 2288. } of the city of Québec, widow of the late Octave Migner, in his lifetime of the same place, gentleman, in her qualities of universal legatee and testamentary executrix under the last will and testament of her late husband, the said Octave Migner ; against **DAME MARGUERITE BILODEAU**, of the parish of l'Ange-Gardien, in the county of Montmorency, widow of the late Pierre Mathieu, in his lifetime of the same place, farmer, and Pierre Mathieu, also of the said parish of l'Ange-Gardien, farmer, to wit :

1. Lot No. 66 (sixty-six), of the official cadastral plan for the parish of L'Ange-Gardien, being a lot of land in the first range of said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Save and to be deducted from said lot :

Firstly.—A building lot situate on the north side of the King's highway, belonging to Pierre Marois or his representatives, of about thirty-four feet in front by fifty-seven feet in depth ; bounded to the south by the said highway, to the north by Jean Vézina, to the north east by Jean Gagnon, and to the south west by Jean Vézina.

Deuxièmement.—Un lot à bâtir situé sur le côté nord du chemin du Roi, appartenant à Bonaventure Bouchard ou ses représentants, d'environ (27) vingt-sept pieds de front sur vingt-deux pieds de profondeur; borné en front au dit chemin public, au nord-est par François Chevalier, et au sud-ouest et à l'extrémité par la dite profondeur.

Troisièmement.—Un lot à bâtir situé sur le côté nord du chemin du Roi, appartenant à Luc Bouchard ou ses représentants, de quatre perches de front sur trois perches, huit pieds et neuf pouces de profondeur sur le côté sud-ouest, et quatre perches et treize pieds sur le côté nord-est; borné en front par le dit chemin public, en arrière, au nord-est et au sud-ouest par les représentants de Pierre Mathieu. Aussi une lisière de terre de huit pieds de front sur environ vingt-sept pieds de profondeur; bornée au sud par le dit chemin public, au nord-est par le dit Luc Bouchard et au nord et au sud-ouest par Pierre Marois.—Aussi un lot de terre avec bâtisse sus-érigée sur le côté nord du dit chemin public; et borné au sud par le dit chemin public, au nord-est par Jean Gagnon, au nord à Pierre Marois, et au sud-ouest par Bonaventure Bouchard, suivant acte consenti par F. Chevalier à Luc Bouchard, devant Lefrançois N. P., le 25^e jour de janvier 1856.

Quatrièmement.—Un lot de terre de forme triangulaire, situé sur le côté sud du chemin du Roi, appartenant à Eustache Chevalier ou ses représentants, d'environ six perches et douze pieds de front sur le dit chemin public, une perche sur le côté sud-ouest; de là, au nord-est où le dit lot a quatre perches et trois pieds de largeur; borné en front par le dit chemin public, au sud-ouest et au sud par Jean Vézina, et au nord-est par Joseph Gariépy.

2° La partie nord, à savoir: depuis le chemin du Roi, d'un lot de terre de trois perches de largeur sur environ une lieue et demie de profondeur; borné au sud par le fleuve Saint-Laurent, au nord par le trait carré du premier rang, au sud-ouest par Charles Lefrançois, et au nord par Madame veuve Antoine Huot ou leurs représentants—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances; le tout tel que connu et désigné comme lot 32 (trente-deux), et la partie centrale du lot No 36 (trente six), du plan cadastral officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, et situé dans le premier rang de la dite paroisse. Saisi et pour être vendu en un seul et même lot suivant l'ordre de Monsieur le juge Andrews, en date du 30 août 1901. Sujet au droit de passage en faveur de Joseph Jacob dans le chemin existant déjà au pied de la côte jusqu'au chemin du Roi.

3° Les lots 55 et 59 (cinquante-cinq et cinquante-neuf), du dit plan cadastral officiel de la paroisse de l'Ange Gardien, étant les lots de terre situés dans le premier rang de la dite paroisse—avec les bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances; saisis et pour être vendus en un seul lot par ordre de M. le juge Andrews, en date du 30 août 1901.

Sauf et à distraire des dits lots:

Premièrement.—Un lot de terre situé sur le côté nord du chemin du Roi, ayant trente-trois pieds et demi de front sur dix-huit perches et demi de profondeur; borné au sud par le dit chemin public, au nord-est par Joseph Côté, et au sud-ouest par François Vézina.

Deuxièmement.—Un lot de terre situé sur le côté sud du chemin du Roi, ayant trente-cinq pieds de front sur vingt pieds de profondeur; borné au nord par le dit chemin public, au nord-est, au sud et au sud-ouest par Jean Vézina.

Troisièmement.—La grange appartenant à Charles Vézina et le terrain sur lequel elle est construite, ensemble avec le droit de passage en faveur du dit Charles Vézina, pour communiquer avec la dite grange par le nord du terrain.

4° Le lot No 347 (trois cent quarante-sept), du plan du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange Gardien, étant un lot de terre situé dans le deuxième rang de la dite paroisse—avec les bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Secondly.—A building lot situate on the north side of the King's highway, belonging to Bonaventure Bouchard or his representatives, of about 27 (twenty-seven) feet in front by twenty-two feet in depth; bounded in front to said highway, to the north east by François Chevalier, and to the south west and end by the said depth.

Thirdly.—A building lot situate on the north side of the King's highway, belonging to Luc Bouchard or his representatives, of four perches in front by three perches, eight feet and nine inches in depth on the south west side, and four perches and thirteen feet on the north east side; bounded in front by the said highway, in the rear and to the north east and south west by the representatives of Pierre Mathieu. Also a strip of land of eight feet in front by about twenty-seven feet in depth; bounded to the south by the said highway, to the north east by said Luc Bouchard, and to the north and south west by Pierre Marois.—Also a lot of land and building thereon on north side of the said highway; and bounded to the south by said highway, to the north east by Jean Gagnon, to the north by Pierre Marois, and to the south west by Bonaventure Bouchard, as per deed from F. Chevalier to Luc Bouchard, before Lefrançois, N. P., 25th January, 1856.

Fourthly.—A lot of land of a triangular form, situate on the south side of the King's highway, belonging to Eustache Chevalier or his representatives, of about six perches and twelve feet in front on said highway, one perche on the south west side; from thence, to the north east where the said lot is four perches and three feet in width; bounded in front by said highway, to the south west and south by Jean Vézina, and to the north east by Joseph Gariépy.

2. The northerly part, to wit: from the King's highway, of a lot of land of three perches in width by about one league and a half in depth; bounded to the south by the river Saint Lawrence, to the north by the *trait carré* of the first range, to the south west by Charles Lefrançois, and to the north by Mrs widow Antoine Huot or their representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the whole as known and designated as lot No. 32 (thirty-two), and the central part of lot No. 36 (thirty-six), of the official cadastral plan for the parish of L'Ange-Gardien, and situate in the first range of said parish. Seized and to be sold as one and the same lot by order of Mr. Justice Andrews, of the 30th August, 1901. Subject to right of passage in favour of Joseph Jacob by road already existing at foot of hill to King's highway.

3. Lots Nos. 55 and 59 (fifty five and fifty-nine), of the said official cadastral plan for the parish of L'Ange-Gardien, being lots of land situate in the first range of said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies—seized and to be sold as one and the same lot by order of Mr. Justice Andrews, of the 30th August, 1901.

Save and to be deducted from said lots:

Firstly.—A lot of land situate on the north side of the King's highway, of thirty-three and a half feet in front by eighteen and a half perches in depth; bounded to the south by said highway, to the north east by Joseph Côté, and to the south west by François Vézina.

Secondly.—A lot of land situate on the south side of the King's highway, of thirty-five feet in front by twenty feet in depth; bounded to the north by the said highway, and to the north east, south and south west by Jean Vézina.

Thirdly.—The barn belonging to Charles Vézina and the land upon which it is built, together with the right of passage to said barn by the north thereof in favour of said Charles Vézina.

4. Lot No. 347 (three hundred and forty-seven), of the official cadastral plan for the parish of L'Ange-Gardien, being a lot of land situate in the second range of said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5° Le lot No 60 D (soixante D), du plan du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, étant un lot de terre situé dans le premier rang de la dite paroisse—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

6° Les lots Nos 60 et 60 B (soixante et soixante B), du plan du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, étant les lots situés dans le premier rang de la dite paroisse—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances. Saisis et pour être vendus en un seul lot par ordre de M. le juge Andrews, en date du 30 août 1901.

Sauf et à distraire des dits lots : une lisière de terre de dix arpents de profondeur sur le front des dits lots qui appartient à Charles Vézina, et le lot à bâtir qui appartient aux représentants de Luc Bouchard, suivant leurs titres respectifs.

7° La partie nord-est du lot No 20, du plan du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, maintenant connue comme lot No 16 B (seize B), du dit plan officiel, situé dans le premier rang de la dite paroisse—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

8. Le lot No 29 (vingt neuf), du plan du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien, situé dans le premier rang de la dite paroisse—avec les bâtisses dessus-érigées, circonstances et dépendances.

9° La partie nord-est du lot No 36 (trente-six), du plan du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, étant un lot de terre d'environ cinq perches de largeur sur la profondeur qui existe à partir au sud de la marque des basses-eaux du fleuve Saint-Laurent, et de là, dans une direction nord, jusqu'au chemin du Roi, joignant sur le côté nord-est la propriété de Madame veuve Antoine Huot ou représentants, et au sud-ouest le lot No 32 et la balance du lot No 36 du dit cadastre, étant un lot situé dans le premier rang de la dite paroisse—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances ; sauf et à distraire du dit lot : un lot à bâtir appartenant à Joseph Jacob, ensemble le droit de passage sur le lot No 32 et la partie centrale du No 36, dans le chemin déjà existant au pied de la côte jusqu'au chemin du Roi.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté Montmorency, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 5 septembre 1901.
[Première publication, 7 septembre 1901.]

Shérif.
3505

Ventes par le Sherif—St-François

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **LIVA DUPONT**
No 206. } **ET AL.** Demandeurs;
vs. les terres et tenements de **HENRI HENAUD,**
Défendeur.

Les lots de terre numéros douze A (No 12 A), douze B (No 12 B), douze C (No 12 C), douze D (No 12 D), treize A (No 13 A) et treize D (No 13 D), tous dans le quatorzième rang du canton de Stoke, district de Saint-François, d'après le plan officiel du cadastre et le livre de référence du dit canton de Stoke—avec les bâtisses dessus construites et les améliorations faites sur les dits lots de terre, autrefois connus et désignés comme suit : les lots douze A, douze B, douze C et douze D, ci-dessus désignés comme la moitié nord-est du lot numéro douze dans le quatorzième rang du dit

5. Lot No. 60 D (sixty D), of the official cadastral plan for the parish of L'Ange-Gardien, being a lot of land in the first range of said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

6. Lots Nos. 60 and 60 B (sixty and sixty B), of the official cadastral plan for the parish of L'Ange Gardien, being lot situate in the first range of said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Seized and to be sold as one and the same lot by order of Mr. Justice Andrews, of the 30th August, 1901.

Save and to be deducted from said lots : a strip of land ten arpents in depth upon the front of the said lots which belongs to Charles Vézina, and the buildings lot belonging to the representatives of Luc Bouchard, as per their respective titles.

7. The north east part of lot No. 20, of the official plan for the parish of L'Ange Gardien, now known as lot cadastral No. 16 B (sixteen B), of the said official plan, situate in the first range of the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

8. Lot No. 29 (twenty-nine), of the official cadastral plan for the parish of l'Ange Gardien, situate in the first range of said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

9. The north east part of lot No. 36 (thirty-six), of the official cadastral plan for the parish of L'Ange Gardien, being a lot of land of about five perches in width upon the depth which exists starting at the south from low water mark of the river Saint Lawrence, and from thence, in a northerly direction to the King's highway adjoining on the north east the property of Mrs. widow Antoine Huot or representatives, and to the south west lot No. 32 and the balance of lot No. 36, of said cadastre, being a lot situate in the first range of said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; save and to be deducted from said lot : a building lot belonging to Joseph Jacob, together with the right of passage on lot No. 32 and central part of No 36, by road already existing at foot of hill to King's highway.

To be sold at the church door of the parish of L'Ange Gardien, county of Montmorency, on the ELEVENTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 5th September, 1901.
[First published, 7th September, 1901.]

Sheriff.
3506

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **LIVA DUPONT** et
No. 206. } **AL.** Plaintiffs, vs. the
lands and tenements of **HENRI HENAUD,**
Defendant.

The lots of land numbers twelve A (12 A), twelve B (12 B), twelve C (12 C), twelve D (12 D), thirteen A (13 A) and thirteen D (13 D), all in the fourteenth range of the township of Stoke, in the district of Saint Francis, on the official plan of the cadastre and book of reference of the said township of Stoke—with the buildings thereon erected and the improvements made on the said lots of land formerly known and described as follows : lots twelve A, twelve B, twelve C and twelve D, hereinabove described as being the north east half of lot number twelve, in the fourteenth range of the said

canton de Stoke, et les lots treize A et treize D, ci-dessus désignés comme les vingt-cinq acres nord-ou et de la moitié nord-est du lot numéro treize, dans le dit quatorzième rang de Stoke.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philémon de Stoke, le HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 4 septembre 1901. 3501
[Première publication, 7 septembre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } ALEXANDER PARKER WILLIS, Demandeur, contre FRANK HAYNES, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Hereford, dans le comté de Compton, district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Hereford, comme partie du lot numéro dix-sept a (p. No 17 a), dans le deuxième rang ; borné et décrit comme suit : commençant au coin nord-est du dit lot ; de là, ouest, le long du côté nord du dit lot, étant la ligne de concession entre les deuxième et troisième rangs, jusqu'au centre du ruisseau qui traverse la dite ligne de concession, environ quatre-vingt-cinq perches du point de départ ; de là, sud, le long du centre du dit ruisseau, une distance suffisante pour contenir vingt-cinq acres lorsque la désignation est complète ; de là, est, parallèle avec la dite ligne de concession, jusqu'à la ligne du côté est du lot ; de là, nord, le long de la dite ligne du côté est du lot, jusqu'au point de départ ; et aussi borné comme suit : à l'est par la terre appartenant à Robert H. Bryant, au sud et à l'ouest par la terre appartenant à Carlos H. Green, et au nord par la terre appartenant à la succession de feu Edwin Bean—avec les améliorations dessus faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Herménégilde, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 14 août 1901. 3281-2
[Première publication, 17 août 1901.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } FÉLIX CLOUTIER, Demandeur ; vs. LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DU COMTE DE MASKINONGÉ, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la paroisse de Sainte-Ursule, Défenderesse.

Un certain campeau de terre situé partie en la paroisse de Saint-Justin, réserve Atkinson, connu et désigné sous le numéro soixante et neuf (69), du cadastre officiel du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Saint-Justin, et partie en la paroisse de Sainte-Ursule, concession Sainte-Louise, connu et désigné sous les numéros quatre cent quatre-vingt-cinq (485), six cent trente-neuf (639) et quatre cent quatre-vingt-neuf (489), du cadastre officiel du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Sainte-Ursule—avec un moulin, tournants, travailleurs et autres accessoires et autres bâtisses dessus

township of Stoke, and the lots thirteen A and thirteen D, hereinabove described as the north west twenty-five acres of the north east half of lot number thirteen, in the said fourteenth range of Stoke.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Philémon de Stoke, on the EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 4th September, 1901. 3502
[First published, 7th September, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } ALEXANDER PARKER WILLIS, Plaintiff ; against FRANK HAYNES, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the township of Hereford, in the county of Compton, district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Hereford, as part of the lot number seventeen a (pt No. 17a), in the second range ; bounded and described as follows : commencing at the north east corner of the said lot ; thence, westerly, along the northerly side of the said lot, being the concession line between the second and third ranges, to the centre of the brook crossing said concession line, about eighty-five rods from the place of beginning ; thence, southerly, along the centre of the said brook, far enough to contain twenty-five acres when the description is complete ; thence, easterly, parallel with the said concession line, to the easterly side line of the lot ; thence, northerly, along the said easterly side line of the lot, to the place of beginning ; and also bounded as follows : on the east by land belonging to Robert H. Bryant, on the south and west by land belonging to Carlos H. Green, and on the north by land belonging to the estate of the late Edwin Bean—with the improvements thereon.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Herménégilde, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 14th August, 1901. 3282
[First published, 17th August, 1901.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } FÉLIX CLOUTIER, Plaintiff ; vs. LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DU COMTE DE MASKINONGÉ, a body politic and corporate, having its principal place of business in the parish of Sainte-Ursule, Defendant.

A certain piece of land situate partly in the parish of Saint Justin, Atkinson Reserve, known and designated under the number sixty-nine (69), of the official cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Justin, and partly in the parish of Sainte-Ursule, in the Sainte-Louise concession, known and designated under the numbers four hundred and eighty-five (485), six hundred and thirty-nine (639) and four hundred and eighty-nine (489), of the official cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Sainte-Ursule—with a mill in working order and other

construites, lit de la rivière, canal et pouvoir d'eau. A distraire toute fois du dit immeuble No 485, le terrain actuellement occupé par la ligne de chemin de fer Le Grand Nord.

Pour être vendu le tout en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Ursule, le DIX-SEPTIEME jour de septembre prochain, à DIX heures du matin, en vertu d'une ordonnance de l'honorable juge Desmarais, en date du sept août courant.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif
Trois-Rivières, 14 août 1901.
[Première publication, 17 août 1901.]

Shérif.
3263-2

Avis Divers

Province de Québec, }
District d'Archabaska. } *Cour Supérieure.*
Dame E. René, épouse de Johnny Régis, de la
paroisse de Sainte-Clotilde de Horton,
Demanderesse ;

vs

Le dit Johnny Régis, Défendeur.

Avis est par le présent donné qu'une action en séparation de biens a été par elle instituée contre le défendeur.

J. E. METHOT,

Procureur de la demanderesse.

Daté ce 3 septembre 1901. 3477

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 769.

Dame Marie Leconte, de la ville de Salaberry de
Valleyfield, dit district, épouse commune en biens
de Clément Chapelle, marchand, du même lieu,
dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Clément Chapelle, Défendeur.

Un action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, ce jour.

SEERS & LAURENDEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Beauharnois, 4 septembre 1901. 3521

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }
No 4337.

Dame Marie Paul-Hus a, ce jour, poursuivi en
séparation de biens son époux, George Manseau,
constructeur de vaisseaux, de la cité de Sorel.

ETHIER & LEFEBVRE,

Avocats de la demanderesse.

Sorel, 3 septembre 1901. 3523

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Edmond Julien, Hedleyville,
comté de Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que Edmond Julien,
tanneur et corroyeur, de Hedleyville, a, le 4 sep-
tembre 1901, fait cession de ses biens pour le béné-
fice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de
la cour supérieure pour le district de Québec.

GEO. DARVEAU,

Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 6 septembre 1901. 3519

accessories, and other buildings thereon erected,
the river bed, channel and water power, To be
reserved however from the said immovable No.
485, the land now occupied by the "Grand Nord"
line of railway.

To be sold in one block, at the door of the parish
church of Sainte Ursule, on the SEVENTEENTH
day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the
morning, in virtue of a judgment of the Honorable
Judge Desmarais, under date of the seventh of
August instant.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriffs' Office,
Three Rivers, 14th August, 1901.
[First published, 17th August, 1901.]

Sheriff.
3264

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Archabaska. } *Superior Court.*

Dame E. René, wife of Johnny Régis, of the parish
of Sainte Clotilde de Horton,
Plaintiff ;

vs

The said Johnny Régis, Defendant.

Notice is hereby given that the plaintiff has, this
day, instituted an action against the defendant for
separation as to property.

J. E. METHOT,

Attorney for plaintiff.

Dated this 3rd September, 1901. 3478

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 769.

Dame Marie Leconte, of the town of Salaberry of
Valleyfield, said district, wife of Clément Cha-
pelle, merchant, of the same place, and duly au-
thorize à ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Clément Chapelle, Defendant.

An action in separation as to property has been
instituted in this cause, this day.

SEERS & LAURENDEAU,

Attorneys for the plaintiff.

Beauharnois, 4th September, 1901. 3522

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu, }
No. 4337.

Dame Marie Paul-Hus has, this day, sued for
separation of property her husband, George Man-
seau, ship-builder, of the city of Sorel.

ETHIER & LEFEBVRE,

Attorneys for plaintiff.

Sorel, 3rd September, 1901. 3524

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court*

In the matter of Edmond Julien, Hedleyville,
county of Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that Edmond Julien,
tanner and currier, of Hedleyville, has, on the 4th of
September, 1901, made a judicial abandonment of
his property for the benefit of his creditors, at the
prothonotary's office of the superior court for the
district of Québec.

GEO. DARVEAU,

Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street.
Québec, 6th September, 1901. 3520

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
 Avis est par le présent donné que John Henry Cummins, de Saint-Prime, Lac Saint-Jean, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 29 août 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 5 septembre 1901. 3515

Province de Québec }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 Avis est par le présent donné que Lelièvre & Frère, marchands, de Québec, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le quatre septembre 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, district de Québec.

ALFRED LEMIEUX,
 Gardien provisoire.

Bureau : 121, rue Commerciale, Lévis.
 Québec, 4 septembre 1901. 3517

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 36

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis etc., 1777.

AVIS : — Québec Central Railway, 1783.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1780 ; Conseil législatif, 1779.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas of Montreal, 1782 ; Corporation of English, German and Polish Jews Shaar Hashomayim, 1782 ; Jacques-Cartier Water Power Coy, 1783.

EXAMEN DES CANDIDATS pour licence de mesureurs de bois, 1779.

FAILLIS : — Casgrain, 1792 ; Chapelle, 1792 ; Cummins, 1807 ; Duchesneau, 1793 ; Julien, 1806 ; Lebrun, 1793 ; Lelièvre & frère, 1807 ; McLean, 1793.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — Club Saint-Jacques, 1785 ; Granda Hermanos Y Ca, 1785 ; Huntingdon Manufacturing Milling & Power Coy, 1788 ; La Cie de pulpe et papier de Roberval, 1788 ; La Cie d'Imprimerie du Lac Saint-Jean, 1787 ; Lawrence A. Wilson Coy, 1784 ; The Saint Johns Straw Works, 1786 ; The Jewish Times Publishing Coy, 1786 ; Morin Mills Coy, 1784.

MEMBRE ÉLU : — District électoral : Iles de la Madeleine, 1777.

PROCLAMATION : — Convocation des Chambres, 1777.

RÈGLE DE COUR : — Dme Patry, 1793.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Bienvenu vs Menoche, 1791 ; Chevalier vs Chayer, 1792 ; Cloutier vs Maheu, 1792 ; Collin vs Letourneau, 1791 ; Dubois vs Champagne, 1790 ; Gravel vs Guilbault, 1791 ; Guindon vs Lauzon, 1792 ; Lecompte vs Chapelle, 1806 ; Marchessault vs Duchesneau, 1790 ; Marsh vs Joyal, 1790 ; McDonald vs Thomson, 1791 ; Moisan vs Po-

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 Notice is hereby given that John Henry Cummins, Saint Prime, Lake Saint John, merchant, has, on the 29th of August, 1901, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,
 Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu and Ontario, Nav. Co., Building.
 Quebec, 5th September, 1901. 3516

Province of Quebec, }
 District of Québec. } *Superior Court.*
 Notice is hereby given that Lelièvre & Frère, merchants, of Québec, have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, on the fourth September, 1901, at the office of the prothonotary of the superior court, district of Québec.

ALFRED LEMIEUX,
 Provisional guardian.

Office : No. 121, Commercial street, Lévis.
 Quebec, 4th September, 1901. 3518

Index of the Quebec Official Gazette, No. 36

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices &c. 1777.

NOTICE : — Québec Central Railway, 1783.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 1780 ; Legislative Council, 1779.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas of Montreal, 1782 ; Corporation of English, German and Polish Jews Shaar Hashomayim, 1782 ; Jacques-Cartier Water Power Coy, 1783.

EXAMINATION OF CANDIDATES for license as lumber cutters, 1779.

INSOLVENTS : — Casgrain, 1792 ; Chapelle, 1792 ; Cummins, 1807 ; Duchesneau, 1793 ; Julien, 1806 ; Lebrun, 1793 ; Lelièvre & frère, 1807 ; McLean, 1793.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Club Saint Jacques, 1785 ; Granda Hermanos Y Ca, 1785 ; Huntingdon Manufacturing Milling & Power Coy, 1788 ; The Roberval pulp and paper Coy, 1788 ; La Cie d'Imprimerie du Lac Saint Jean, 1787 ; Lawrence A. Wilson Coy, 1784 ; Saint Johns Straw Works, 1786 ; The Jewish Times Publishing Coy, 1786 ; The Morin Mills Coy, 1784.

MEMBER ELECTED : — Electoral District : Magdalen Islands, 1777.

PROCLAMATION : — Parliament convoked, 1777.

RULE OF COURT : — Dme Patry, 1793.

SÉPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Bienvenu vs Menoche, 1791 ; Chevalier vs Chayer, 1792 ; Cloutier vs Maheu, 1792 ; Collin vs Letourneau, 1791 ; Dubois vs Champagne, 1790 ; Gravel vs Guilbault, 1791 ; Guindon vs Lauzon, 1792 ; Lecompte vs Chapelle, 1806 ; Marchessault vs Duchesneau, 1790 ; Marsh vs Joyal, 1790 ; McDonald vs Thomson, 1791 ; Moisan vs Po-

merleau, 1791 ; Murdock vs Maheux, 1791 ; Parent vs Durand, 1790 ; Paul-Hus vs Manseau, 1806 ; Payette vs Léger, 1790 ; Poirier vs Belec, 1791 ; René vs Régis, 1806 ; Voyer vs Alain, 1790.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Derrick vs Aller, 1789.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Loranger, 1778 ; Wexford, 1778 ; Wolfe, 1778.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEAUCHARNOIS :—Leduc vs Kelly *et al.*, 1794.

BEDFORD :—Lavoie vs Poirier, 1794.

JOLIETTE :—Piché vs Leveillé, 1795.

KAMOURASKA :—La Cie de Plessisville vs Caron *et al.*, 1795.

MONTREAL :—Dunlop *et al* *ès-qual.* vs Laurier *ès-qual.*, 1796 ; La cité de Saint-Henri vs The Sun Life Assurance Coy, 1797.

OTTAWA :—Simpson vs Capital Power Coy *et al.*, 1797.

QUÉBEC :—Dme Letarte vs Dme Bilodeau, 1802.

SAINT-FRANÇOIS :—Dupont *et al* vs Hénaud, 1804 ; Willis vs Haynes, 1805.

TROIS-RIVIÈRES :—Cloutier vs La Société Industrielle du comté de Maskinongé, 1805.

vs Pomerleau, 1791 ; Murdock vs Maheux, 1791 ; Parent vs Durand, 1790 ; Paul-Hus vs Manseau, 1806 ; Payette vs Léger, 1790 ; Poirier vs Belec, 1791 ; René vs Régis, 1806 ; Voyer vs Alain, 1790.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dme Derrick vs Aller, 1789.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc.* :—Townships Loranger, 1778 ; Wexford, 1778 ; Wolfe, 1778.

SHERIFF'S SALES :

BEAUCHARNOIS :—Leduc vs Kelly *et al.*, 1794.

BEDFORD :—Dme Lavoie vs Poirier, 1794.

JOLIETTE :—Piché vs Léveillé, 1795.

KAMOURASKA :—La Cie de Plessisville vs Caron *et al.*, 1795.

MONTREAL :—Dunlop *et al* *ès-qual.* vs Laurier *ès-qual.*, 1796 ; The city of Saint Henri vs The Sun Life Assurance Coy, 1797.

OTTAWA :—Simpson vs Capital Power Coy *et al.*, 1797.

QUÉBEC :—Dme Letarte vs Dme Bilodeau, 1802.

SAINT FRANCIS :—Dupont *et al* vs Hénaud, 1804 ; Willis vs Haynes, 1805.

THREE RIVERS :—Cloutier vs La Société Industrielle du comté de Maskinongé, 1805.